

Perspectives, Frédéric Lordon, 2020

blog.mondediplo.net/quatre-hypotheses-sur-la-situation-economique

1. Quatre hypothèses sur la situation économique 28 avril 2020
2. Ils ne lâcheront rien 5 mai 2020
3. "En sortir" mais de quoi et par où ? 10 mai 2020
4. Problèmes de la transition 16 mai 2020
5. Ouvertures 29 mai 2020
6. Fermer la finance 4 juillet 2020
7. Transition dans la transition 5 août 2020
8. Pour un communisme luxueux 11 août 2020
9. Garantie économique générale et production culturelle 18 août 2020

Quatre hypothèses sur la situation économique

Frédéric Lordon, *Le Monde diplomatique*, mai 2020

Hypothèse 1 : Ce qui vient est énorme

En matière d'économie, la seule hypothèse raisonnable d'où partir, c'est que ce qui s'annonce est énorme, titanesque et dévastateur. Alain Minc qui, début 2008, annonçait, pourtant après le premier coup de bélier de la crise des subprimes, que le système financier absorberait parfaitement ce choc finalement bénin et tout à fait dans ses cordes, prédit aujourd'hui que la crise sera relativement aisée à contenir et que «*le système capitaliste ne va pas disparaître puisqu'il n'y a pas d'alternative*». Il a raison d'accrocher l'une à l'autre les deux propositions car, en effet, elles sont assez solidaires. Et finalement, en tout cas mises dans la bouche de Minc, porteuses d'espoir : car, providence logique, la boussole qui indique le Sud nous donne le Nord du même coup.

"



À l'évidence Mickey n'a pas idée de ce qui lui vient dessus. Il suffit pourtant d'avoir vu cette photo d'une interminable file d'attente pour une distribution de colis alimentaire le long d'une route à Clichy-sous-Bois pour avoir l'intuition que des seuils se rapprochent. Si le collapsus économique n'arrive que graduellement, comme de juste il frappe en premier les populations déjà les plus précaires. Les beaux quartiers feraient mieux de ne pas s'en indifférer comme d'habitude : ce pourrait n'être que des prémices. S'il est encore à distance, le reste va venir et pourrait bien les concerner. Macron voulait la disruption, il va l'avoir — mais pas exactement celle qu'il croyait. Pour que les cinglés du gouvernement aient envisagé d'envoyer les profs à la récolte des fraises, c'est que jusque dans leurs têtes, le spectre de lignes de production bien disruptées, dans le secteur de l'alimentation par exemple, a semé un léger trouble.

C'est qu'en cette matière, les *files d'attente* sont une chose, et les *émeutes* en sont une autre. On ne sait pas encore très bien si les inquiétudes qui commencent à planer sur l'approvisionnement ont surtout à voir avec des tensions objectives du côté de l'offre ou des pertes de revenus (non éligibilité au chômage partiel, revenus d'économie informelle mis à mal par le confinement). Mais on peut difficilement exclure que la chaîne agroalimentaire ne vienne à souffrir elle aussi, soit que les effectifs finissent entamés par la contamination, soit que se trouvent désorganisées les chaînes de main d'œuvre semi-esclavagisée qui peuplent sa coulisse, constituées de saisonniers est-européens ou nord-africains désormais interdits de déplacements, et que la production en soit atteinte (ce n'était pas encore le cas début avril dans le point de conjoncture de l'Insee). Un pouvoir devrait en tout cas savoir que les gens sont prêts à beaucoup de choses pour nourrir leurs gosses, et que le surgissement de la faim altère considérablement les données politiques générales.

Il n'est même pas besoin d'en arriver à ce genre d'évocations extrêmes pour mesurer convenablement l'effroyable dévastation qui est en route. Certains secteurs de l'économie sont mieux placés que les autres pour se la figurer : hôtellerie-restauration et spectacles vivants, par exemple, s'apprêtent déjà à ramasser comme jamais, parfois jusqu'à en être complètement atomisés. La mortalité générale d'entreprises, les petites en tête évidemment, s'annonce effroyable, les baisses de revenu terribles. Les dispositifs de chômage partiel ne sont grotesquement pas à la hauteur de la masse de détresses financières qui est en train de se former — à commencer hors-salariat.

Que, dans les têtes, l'angoisse économique rivalise depuis un moment avec l'angoisse sanitaire, c'est une évidence. De nombreuses personnes n'auront bientôt plus le choix qu'entre sombrer dans la misère ou bien en venir à des impayés systématiques qui, par effet de report entre agents, iront se propager n'importe où dans l'économie. Il n'y a pas trente-six manières, dans l'urgence, de maintenir les gens dans leur situation matérielle quand leurs revenus s'effondrent d'un coup, il n'y en a même qu'une : que la puissance publique vienne se substituer à eux pour assurer la continuité de leurs paiements essentiels.

Dans la foulée, on procéderait de même avec la fourniture des biens indispensables, énergie, eaux et télécommunications

Ainsi d'une caisse publique de compensation des loyers qui, soit abonderait les comptes des locataires éligibles, soit fonctionnerait comme guichet à l'usage des propriétaires, formule peut-être préférable qui permettrait de discriminer parmi ceux-ci et de mettre les plus gros, notamment les institutionnels, sous condition, eux aussi, d'éligibilité, ou de plafond de compensation (la puissance publique est bonne fille mais, quand ce sont de gros bailleurs privés qui ne se privent pas pour verser d'épais dividendes, c'est qu'ils ont de la marge pour absorber des pertes, à hauteur de quoi la caisse de compensation ne compensera rien).



Dans la foulée, on procéderait de même avec la fourniture des biens indispensables, énergie, eaux et télécommunications, dont les abonnés, sous condition de ressource bien sûr, seraient juridiquement libérés de leurs paiements, les fournisseurs demeurant astreints à leur prestation, mais pouvant, là encore, trouver la compensation auprès d'une caisse ad hoc, étant de nouveau entendu que cette compensation ne prendrait effet que dans des conditions semblables à celle des loyers : à savoir, après absorption par les bénéficiaires d'un manque à gagner égal par exemple au montant du dernier dividende payé.

Mais la situation des gens, ça n'a jamais beaucoup intéressé ce gouvernement. Lui a l'argent magique sélectif. S'il sort les milliards, c'est pour «sauver les entreprises» — il faut voir lesquelles et avec quelles contreparties... Pas de chance : ici la hargne sociale connaîtra la punition économique. En bonne logique keynésienne, le choc de revenu se convertit aussitôt en contractions aiguës des dépenses des ménages, resserrées sur le

strictement indispensable à l'exclusion de tout le reste, donc, par totalisation au niveau macroéconomique, en un effondrement cumulatif de la demande qui précipite l'économie entière aux tréfonds — et les recettes fiscales avec. Ce qui laisse le choix entre le surplus d'endettement des transferts de charge opérés par les caisses de compensation et le surplus d'endettement entraîné par l'erreur de politique économique. À ceci près que l'un sauve les gens et l'autre les laisse crever. Le pire étant qu'aucun ne poserait de problème insoluble pourvu qu'ils soient directement financés par des concours de la banque centrale au Trésor, pour finir en dettes monétisées-annulées. Il est vrai que nous sommes sous euro... donc ils en poseront.

Hypothèse 2 : Anticapitaliste n'est plus une option

Mais il ne faut pas se raconter d'histoire : ces béquilles, même si elles voyaient le jour, ne nous sauveraient pas d'un choc terrible. Au reste, elles ne sont que bricolage interne à la grammaire fondamentale du capitalisme et, finalement, le moyen gentiment hétérodoxe de la reconduire sans y toucher. Or, précisément, la deuxième hypothèse suggère qu'on ne viendra pas à bout de ce dont il est en fait question en demeurant dans la logique des rustines.

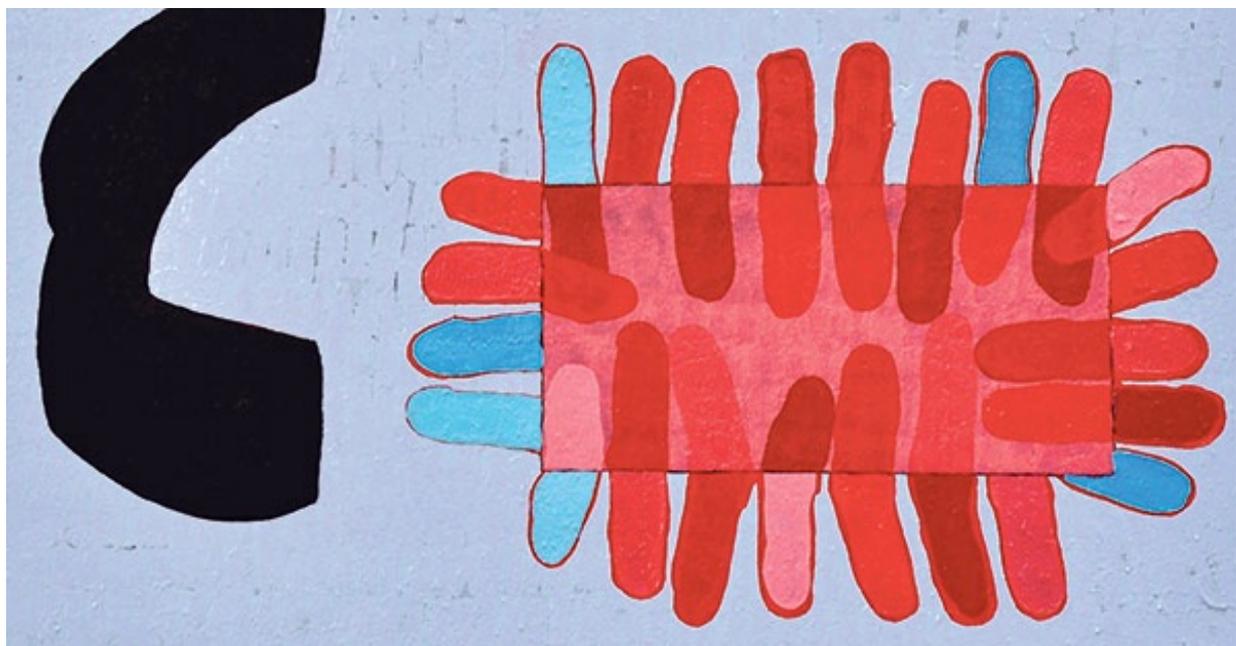
┆ Argument : «s'il n'y avait pas le virus, *tout irait bien*. D'ailleurs, *tout allait bien*»

Installer cette deuxième hypothèse demande cependant de rompre avec l'énorme implicite du commentaire ordinaire pour qui, finalement, il n'y a pas à *proprement parler* de «crise économique», de crise *de l'économie* : il n'y a que les *conséquences économiques* de la «vraie» crise, première et causale : la crise épidémique. Argument : «s'il n'y avait pas le virus, *tout irait bien*. D'ailleurs, *tout allait bien*». En fait non, tout n'allait pas bien. Tout allait même très mal. Les travaux d'une infectiologie «écologiste», eux, le savent. Ils ne font pas de l'épidémie présente un fait originaire. Ils vont en chercher la cause, non dans la faute à pas de chance, mais dans le saccage capitaliste de la nature, le chamboulement des partages d'habitats entre humains et animaux qui s'en est suivi, et le champ libre ouvert à toutes les zoonoses (1). Seul le détour inhabituel par le virus empêche de voir que nous avons affaire à une crise *interne* au capitalisme — donc au sens propre du terme : à une crise *du* capitalisme.

La lutte contre l'écocide capitaliste avait contre elle de rester relativement abstraite : certes nous commençons à tenir à peu près l'idée que nous allons finir grillés/asphyxiés/submergés, mais nous avons encore la ressource de penser que ça n'était pas non plus *pour tout de suite*. L'accrochage saccage/épidémie, tel qu'il est en train de se préciser, change sensiblement la donne : «ça» pourrait venir plus vite que prévu. En fait, même, «c'est déjà là : Covid. À l'évidence nous n'en sommes pas débarrassés pour tout de suite, les réassurances de l'immunité acquise semblent fragiles, on prédit au virus des retours avec mutation. Et surtout, on voit que la poursuite du ravage pourra nous en faire venir d'autres et des plus moches — *«si nous ne changeons*

pas nos modes de vie, nous subirons des monstres autrement plus violents que ce coronavirus», avertit Jean-François Guégan. Qui, précisément, travaille sur les relations santé/environnement.

"



À mesure que les connexions apparaissent (enfin) et que le Covid fait figure de répétition générale, nous savons un peu mieux à quoi nous en tenir. On est toujours aussi étonné de voir un journal comme *Le Monde* publier des propos d'une clarté aussi percutante sans jamais qu'on sente la moindre modification subséquente de sa ligne éditoriale — on n'ose pas dire de sa pensée. Car un esprit minimalement doué de logique entendrait d'abord «capitalisme» dans «nos modes de vie», puis, lisant qu'il y aura à choisir entre «les changer», donc «en sortir», ou bien nous préparer à «des monstres autrement plus violents», conclurait normalement que l'alternative offre soit de devenir anticapitaliste par raison, soit de demeurer entièrement con — et prématurément tout à fait mort.

Le temps approche ou anticapitaliste ne sera plus une option. La nature est en train de nous offrir une occasion à «moindres» frais de nous en rendre compte. Nous aurions grand intérêt à la saisir. Et pourtant...

Hypothèse 3 : Pas eux

Et pourtant, il y a la troisième hypothèse, sans doute la plus robuste de toutes, qui est qu'aux mains d'une clique pareille, la probabilité d'être à la hauteur de la situation, même sous la forme minimale d'un virage-CNR autre que Potemkine, est rigoureusement nulle. Sous couleur de «démondialisation», on ré-internalisera les quelques productions essentielles destinées à nous épargner à l'avenir les humiliations présentes, et à rendre autonome un régime de production continue sous épidémie chronique. Et ce sera bien tout. Quand Le Maire en appelle à «*un capitalisme plus respectueux des personnes, plus*

soucieux de lutter contre les inégalités, plus respectueux de l'environnement», comme il inviterait sans doute un tigre croisé dans la jungle à se mettre à la salade, et les entreprises du CAC 40 qui touchent le chômage partiel à la modération en matière de dividendes; quand Darmanin organise des téléthons pour l'hôpital sans qu'il ne lui vienne un instant que le rétablissement immédiat de l'ISF, la suppression de la flat tax et du CICE ne sont plus seulement des évidences financières mais des évidences morales; quand Pénicaud casse l'inspection du travail, dernière barrière contre le salariat à mort s'il le faut, nous connaissons exactement nos chances en matière de jours heureux.



Lire aussi Martine Bulard, « Vive la crise! (saison 2) », *Le Monde diplomatique*, avril 2020. " À plus forte raison si l'on compte avec le chaos psychique de l'enfant, et sa propension à vivre dans la fantasmagorie de son verbe sans égard pour la réalité. «Que le CNR soit! Et le CNR fut» : il est à craindre que les rapports des mots et des choses s'agencent de cette manière dans le Disneyland qui lui tient lieu de vie intérieure. Le souverain profère, ou prophétise, bref fait du bruit avec la bouche, et la réalité est. Par exemple : «*Nous devons savoir aider nos voisins d'Afrique en annulant massivement leur dette*». Macron la montagne. Deux jours plus tard, G20 des ministres des finances, la souris : moratoire sur les seuls intérêts. Mais peu importe. Dans un psychisme ainsi «organisé», le réel ne peut atteindre les mots pour cette raison que les mots sont le réel. «CNR» a été dit, donc, quoi qu'il s'en suivra, «CNR» aura été fait. C'est dire ce qui nous attend. Mais la duplicité, accompagnée au sommet par les solutions psychiques de l'escapisme verbal, est comme la marque de fabrique de ce gouvernement. Récemment interrogé quant aux suites à donner à la crise présente, Macron répond qu'elle «n'enlève rien de ce qu'on a fait avant» et qu'«on rebâtera sur cette base-là». «Nous allons prendre un grand tournant mais sur cette base de la ligne droite». La politique comme géométrie non-euclidienne, même Gilles Le Gendre, toujours inquiet de se montrer trop intelligent et trop subtil, pourrait avoir du mal.

On nous annonce un discours fondateur pour le 14 juillet. Un grand moment clinique en perspective.

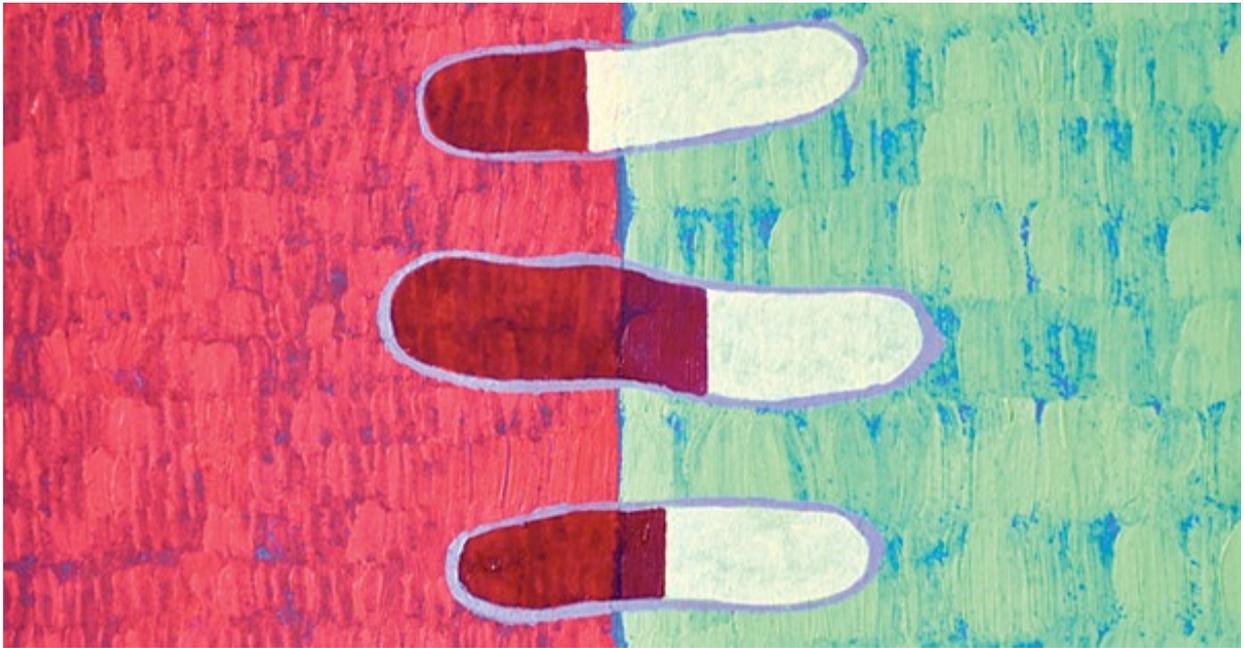
Hypothèse 4 : Le choc et l'enjeu : une opportunité (en faire quelque chose)

Même le simulacre du dixième de ce qu'il y aurait à envisager n'est pas à leur portée. Cependant les signes s'accumulent qui indiquent la différence qualitative de la situation en train de se former avec ce qu'on a jusqu'à présent appelé «crises». Et l'intuition suggère que, cette fois-ci, on va jouer avec les limites. Un indice de la gravité du moment nous est sans doute livré en creux par le concours d'ignominie que se livrent les fanatiques du marche-ou-crève salarial, comme Éric Le Boucher ou Jean Quatremer, dont les textes ou les tweets, en même temps qu'il suintent une haine sociale où la vie des subalternes compte pour rien, expriment une terreur à peine dissimulée : la terreur que leur chose adorée, le capitalisme néolibéral, ce meilleur des systèmes à l'exception d'aucun autre, ne vienne à s'effondrer.

La violence du choc, la profondeur de ce qu'il met en question, créent une opportunité. Mais une opportunité seulement. La puissance de renversement de l'événement ne fait pas tout toute seule, il s'en faut même de beaucoup. Au reste, il faut aller chercher loin dans l'histoire des événements semblables qui puissent soutenir la comparaison et dont nous puissions éventuellement nous instruire — en sachant d'ailleurs que l'histoire ne pratique pas la décalcomanie, que les suites pour nous seront différentes, et les conclusions à en tirer nécessairement originales. Sous ces réserves, ce sont, sans surprise, 1929 et 1923 qui viennent à l'esprit. 1929, la Grande Dépression, 1923 l'hyperinflation allemande — deux genres de beauté très différents donc. Mais qui ont pour point commun de dire le pouvoir de dislocation sociale du capitalisme en grande crise.

Il faut lire les travaux d'André Orléan (2) pour se faire une idée de la destruction à cœur que l'hyperinflation impose aux rapports marchands. Les coordonnées habituelles de l'échange et de la reproduction matérielle y sont complètement abolies, le tâtonnement des agents, pour tenter d'en reconstituer de nouvelles, forcené. Observées avec beaucoup de distance dans le temps, les formes que prend le chaos total, les efforts désespérés des agents pour s'y débattre, sont parfois d'un comique irrésistible (3). Ici, les amis du «retour à la normale» trouveront cependant un motif d'espoir : après tout l'épisode n'a-t-il pas été contenu dans l'année même et tout n'est-il pas «reparti comme avant»? C'est exact, et c'est le propre du fait monétaire que, consistant essentiellement en des rapports sociaux de confiance et de croyance, son organisation peut être restaurée aussi soudainement que son effondrement est survenu — à ce sujet, André Orléan parle à juste titre de «miracles monétaires». L'épisode de l'hyperinflation nous donne donc d'utiles images de ce que peut être un chaos économique, mais ne sera pas la référence la plus adéquate (ne pas le dire trop vite tout de même).

"



Lire aussi Cédric Durand & Razmig Keucheyan, « L'heure de la planification écologique », *Le Monde diplomatique*, mai 2020. "

Et la Grande Dépression? À l'évidence, nous sommes plus proche de cette configuration. Effondrement de production, chômage au zénith — le taux de chômage montera jusqu'à 36% aux États-Unis en 1932. Les images, nous les connaissons : la littérature et le cinéma se sont chargés de nous les mettre sous les yeux. Elles n'étaient pas belles à voir, et après? Le capitalisme n'a-t-il pas redémarré «comme il redémarre toujours»? C'est vrai : il avait redémarré. Mais le capitalisme n'est pas une chose autonome suspendue en l'air : il est dans une société, et même s'il la façonne profondément à son usage et à sa continuité, il ne se maintient que si celle-ci le laisse se maintenir. Or les sociétés bougent, leur sensibilité se déplace. Des images tolérables jadis ne le sont plus aujourd'hui. Au début du XXe siècle on envoyait les hommes à la boucherie par millions. Ce serait moins évident aujourd'hui... Les années 30 ont peut-être réussi à «faire» avec la famine, les gosses en haillons et des morts de faim sur les bas-côtés, on n'en tirera pas la conclusion que la société d'aujourd'hui est partante pour rééditer l'exploit.

Alors c'est exact, à 25% de taux de chômage en 2015, la société grecque n'a pas moufté non plus — manière de parler : les protestations n'avaient pas manqué. Était-ce parce que beaucoup estimaient que ce gouvernement «de gauche» ne pouvait pas être totalement mauvais, en tout cas qu'il était meilleur que les autres possibles? Était-ce parce que «moufter» aurait voulu dire — au moins — sortir de l'euro et que l'idée était encore trop vertigineuse? Mais précisément : la société grecque se retapera-t-elle, tel quel, un taux de chômage à 25%? Car la deuxième fois n'est pas juste une deuxième première fois — surtout quand elles se suivent à si peu d'intervalle. À un moment tout de même, il y a les effets de cumul — et «la fois de trop».

Où en est la société française à cet égard, elle qui sort à peine des «gilets jaunes» et d'un mouvement social d'une longueur sans précédent — et ne donne donc pas d'indication d'une grosse réserve de sérénité pour encaisser un choc social supplémentaire? Où se

trouvent ses seuils à elle, ses limites de plasticité? Qu'elles sont les tensions maximales qu'elle peut reprendre sans partir en morceaux? — et quelles seront les tensions effectives qui vont lui être appliquées bientôt?

En réalité la question de savoir si, après, «tout sera différent» ou bien «pareil» n'a jamais eu beaucoup de sens. «Tout» sera ce que nous en ferons et rien d'autre. Évidemment, pour «en faire» quelque chose, il s'agit d'avoir l'idée de quoi — et puis après de monter les forces pour. Au moins dans la situation présente nous savons qu'il n'y a jamais eu autant sens à l'idée d'ajouter la puissance de renversement de la politique à l'impulsion renversante des choses.

À suivre.

□
(1) Lire aussi Sonia Shah, «Contre les pandémies, l'écologie», *Le Monde diplomatique*, mars 2020.

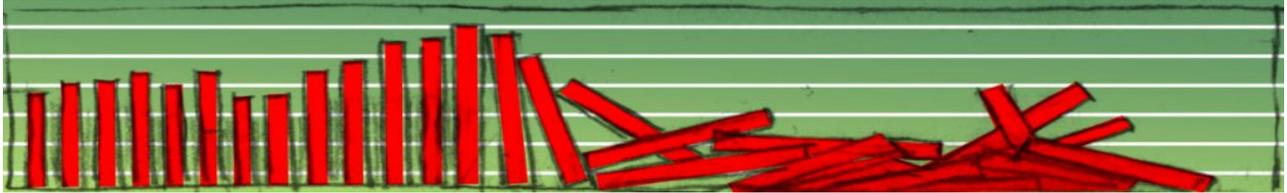
(2) André Orléan, «Crise de souveraineté et crise monétaire : l'hyperinflation allemande des années 20», in Bruno Théret (dir.), *La monnaie révélée par ses crises*, vol II, Editions de l'EHESS, 2008.

(3) André Orléan évoque ainsi le cas de cet individu qui possède en banque, croit-il, une raisonnable fortune de quelques dizaines de milliers de marks, mais s'inquiète et demande à les retirer. La banque lui répond que le coût de traitement de cette opération est supérieur au montant de son dépôt, que d'ailleurs elle ne possède plus de coupures assez petites pour le lui restituer à son montant exact, mais qu'elle le lui rendra néanmoins quoique arrondi... à 1 million de marks.

Ils ne lâcheront rien

 blog.mondediplo.net/ils-ne-lacheront-rien

Frédéric Lordon, 5 mai 2020



Partout de salutaires appels, des tribunes, des textes : après devra être différent, nous ne retournerons pas à la normale, il faut ne pas redémarrer comme avant. C'est bien. L'ennui peut-être, c'est qu'on ne trouve pas la première analyse des conditions concrètes

dans lesquelles ce «il faut» aura à se mouvoir. Disons-le tout de suite, elles sont adverses. En fait même : hostiles.

Les Castors Juniors de 2022

Des pour qui le problème n'existe même pas comme une possibilité d'inconvénient, ce sont les gens de partis «de gauche», excités comme poux dans la paille fraîche à l'idée de 2022, collés à Skype ou à Zoom pour un grand «brainstorming» sympa. Objectif : «le retour de la gauche (dont-les-idées-triomphe)». «Les gars et les filles, voilà ce qu'on va faire : on va faire un chouette remue-méninge, tiens un Festival des idées où on se retrouvera tous, après on aura un programme, on trouvera un candidat, on sera tous unis autour de lui, du coup on va gagner les élections, et après, le monde, il sera plus comme avant». Une vraie farandole — ils sont trop mignons.

..



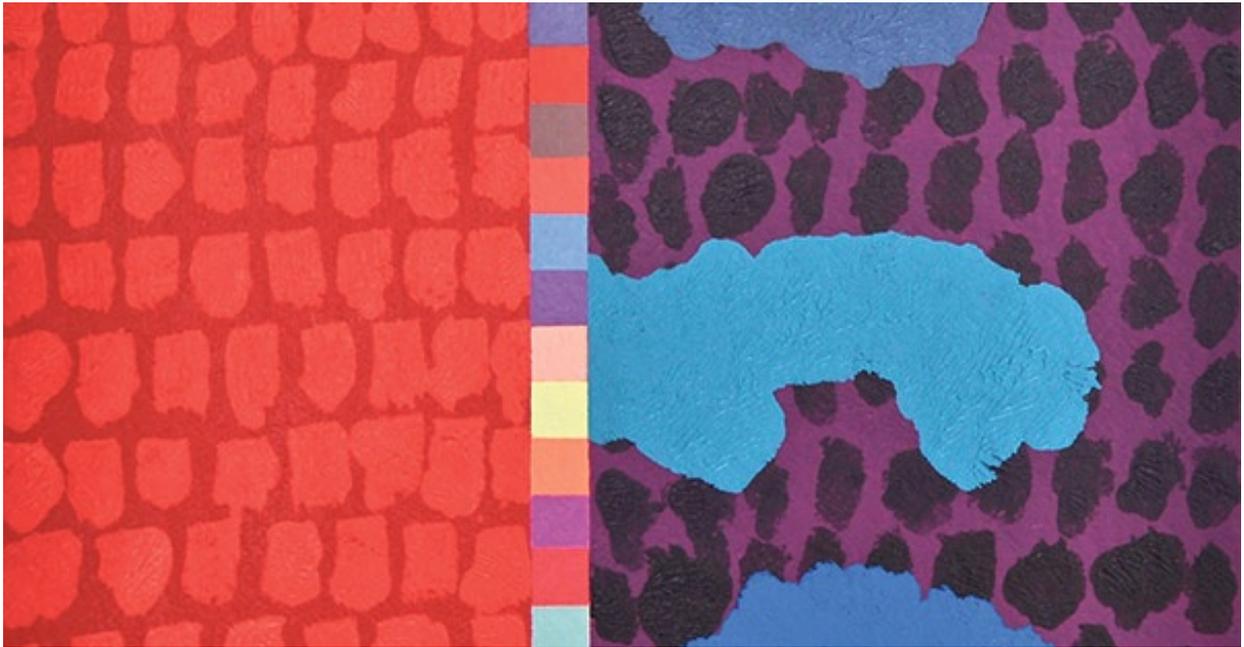
Sans surprise tous les organes du réformisme-démocratique poussent déjà à la roue avec le fol espoir de refaire un tas présentable avec les débris du PS, de liquider comme en 2017 la possibilité Mélenchon parce que, ça va sans dire, la gauche ne peut pas être europhobe et souverainiste, peut-être même donner la seconde chance qu'il mérite à Benoît Hamon, un ticket avec Yannick Jadot pour une belle alternative écologiste et solidaire, ou Julien Bayou, tiens, qui est *jeune*, ce serait formidable — une femme ce serait très bien aussi mais Sandra Regol est *embêtée* car «*le mot "gauche" continue de [la] gêner*» (c'est compréhensible). S'il le faut on ira chercher Christiane Taubira dont l'humanisme et le don de poésie ramèneront d'un coup l'union des gauches plurielles et le capitalisme à la raison.

| Cinquante ans plus tard, sans que rien n'ait été arrêté, rien réfléchi, et que tout soit pire

Cul des ronces, sorti on n'est pas — dirait Yoda.

Une tribune bien dans cet esprit (positif) rappelle ce précédent de «L'an 01», qui déjà en 1971 voyait le grand dérèglement, se proposait de tout arrêter pour tout réfléchir à nouveau. Et, déplorent les signataires cinquante ans plus tard, sans que rien n'ait été arrêté, rien réfléchi, et que tout soit pire. La question qui normalement devrait les étreindre s'ensuit pourtant logiquement : par quel miracle quoi que ce soit devrait-il changer d'ici 50 nouvelles années? (ici, on ne sait pas pourquoi, on pense irrésistiblement à «l'Europe sociale et démocratique»).

"



Lire aussi Lori M. Wallach, « Libre-échange, une page à tourner », *Le Monde diplomatique*, mai 2020. "

Or la réponse est très simple : parce qu'il y a «du monde» en face. Certes, un tout petit monde, mais très resserré, très coordonné, et très déterminé — à ne rien changer du tout. Le délié du doigt fourré avec lequel les patrons de Total, de la BNP et de tant d'autres ont envoyé le gouvernement se faire voir chez Plumeau à propos des dividendes de l'année gagnerait, par exemple, être pris en considération — s'il étonne encore quiconque. Voilà ce que ces gens se permettent *au cœur de l'épidémie*. On imagine «après».

On aura sans doute — on a déjà — l'occasion de rire beaucoup avec les «contreparties» des aides d'État qui ne manqueront pas de tomber, et bien épaisses. La condition de non-fricotage dans les paradis fiscaux, bien sûr c'était pour rire — elle a d'ailleurs vécu ce que vivent les amendements, l'espace d'un matin. Celle de correction environnementale minimale a dû susciter une hilarité plus grande si c'était possible — et puis quoi encore?

Tout le monde se la raconte en technicolor avec la démondialisation et la relocalisation des chaînes de valeur. Mais c'est une fable pour enfants en bas âge

Cependant, tout bien considéré, Roux de Bézieux, lui, n'est pas de ceux qui ne veulent *rien* changer : par exemple les 35 heures et les congés payés, il est très partisan du changement, «et que ça saute!» Tout le monde se la raconte en technicolor avec la démondialisation et la relocalisation des chaînes de valeur. Mais c'est une fable pour enfants en bas âge. Que le gouvernement décide pour l'avenir de s'épargner les humiliations d'aujourd'hui et rapatrie masques, respirateurs plus quelques médicaments, sans doute. Que les entreprises pèsent le risque géopolitique (elles le faisaient déjà) ou, maintenant, géosanitaire là où elles ont leurs billes de sous-traitance, probablement aussi. Mais s'imaginer que le capital sous pouvoir actionnarial renoncera à des coûts salariaux de 100 \$ / mois au Vietnam (la Chine, c'est devenu i-na-bor-dable!), et bientôt de 20 \$ en Afrique qui piaffe à la porte de la mondialisation, c'est se raconter des histoires en couleurs. Le comble étant bien sûr de se figurer que les nullités criminelles au pouvoir pourraient manifester la moindre velléité de faire changer quoi ce soit. Macron jure qu'il va «se réinventer», ça doit bien être la troisième fois, et célèbre aussitôt sa réinvention en passant un costume trois pièces de banquier et des boutons de manchette nacrés pour nous raconter sa fête «des travailleurs et des travailleuses».

Ceux qui s'imaginent qu'«après, tout sera différent» doivent croire très fort aux pouvoirs de la fée Clochette. Parce que les tendances spontanément à l'œuvre nous avertissent plutôt que, sauf action de déraillement organisé, «après» sera pareil en pire.

«Soit un gouvernement de gauche...»

Mais déraillement qui? ou déraillement quoi? Le ticket Hamon-Jadot joue au petit train, il ne faudra pas leur en demander davantage. Christiane Taubira nous fera une ou deux strophes, ça ne suffira pas non plus. Quand la réalité est décevante, il y a toujours le recours de s'échapper dans l'imagination. D'un côté, c'est un peu infantile, de l'autre ça fait des expériences de pensée intéressantes. Soit, donc, l'hypothèse de la sortie électorale, et puis celle d'un gouvernement de gauche miraculeusement élu un peu décidé, c'est-à-dire avec des projets ferroviaires *sérieux*, entendre : même pas seulement faire dérailler, mais poser les aiguillages autrement. Question : que se passe-t-il?

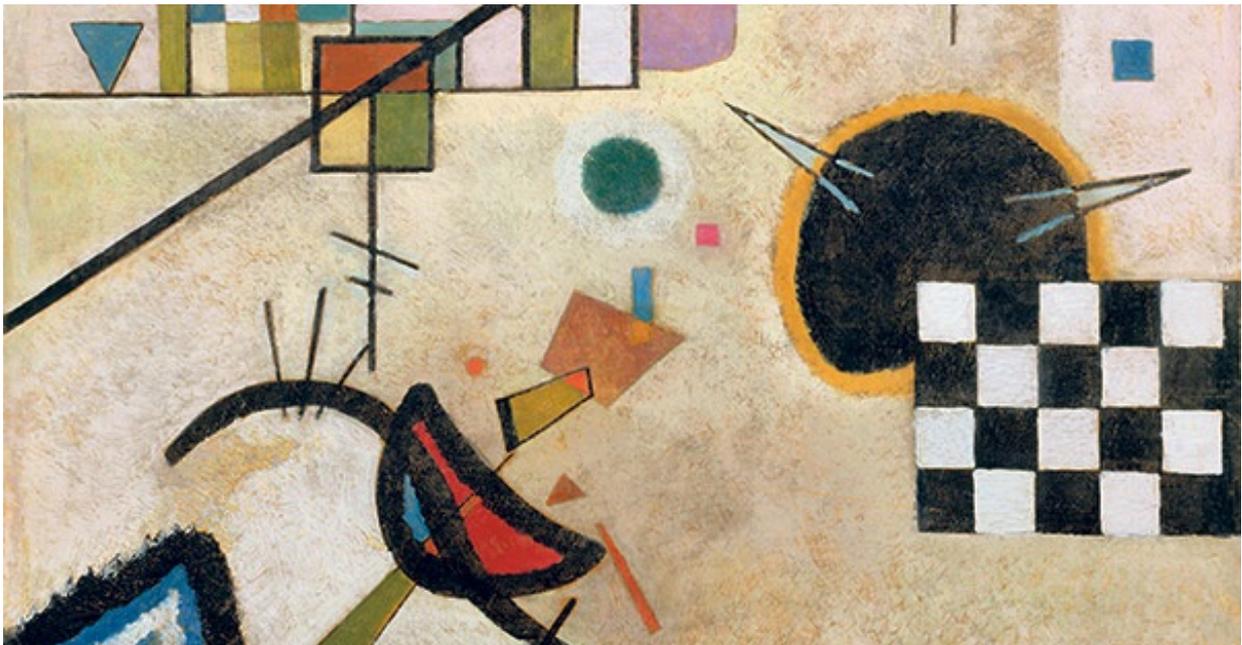
Vous vous accrochez à votre code du travail, à votre SMIC et à votre protection sociale?
Chaque fois que vous résisterez, nous vous briserons un peu plus

Réponse : il se passe une *vérification*. La vérification d'une certaine impossibilité. L'impossibilité, c'est celle opposée par le capital qui, en quarante ans, a tellement conquis, tellement pris l'habitude *d'exiger* et *d'obtenir*, tellement régné sans partage, et surtout installé si profondément les structures de son règne -- la financiarisation, le libre-échange, les délocalisations -- qu'il n'existe pas pour lui la moindre raison sérieuse d'abandonner quoi que ce soit. Et en effet : quand on a si méthodiquement installé les conditions de son emprise, par quelle sorte de miracle humaniste renoncerait-on à l'exercer? Tant la concurrence instituée à l'échelle internationale par l'OMC et l'UE que le primat de la valeur actionnariale imposé dans les marchés de titres déréglementés déterminent les courses successives vers l'Europe centrale, la Chine, le Vietnam, l'Afrique.

Les délocalisations ne sont que l'exercice de ces possibilités, la satisfaction joyeuse des impératifs institués de la compétitivité et de la rentabilité. Et aussi la sanction exemplaire des corps sociaux qui refusent de s'ajuster autant qu'il le faudrait. Vous vous accrochez à votre code du travail, à votre SMIC et à votre protection sociale? Chaque fois que vous résisterez, nous vous briserons un peu plus. Puisque, par les latitudes de mouvement que nous nous sommes aménagées, nous en avons *les moyens*.

Le capital qui s'est créé une telle position, et qui s'y est bien installé, ne cessant d'ailleurs de s'efforcer pour l'élargir davantage, ne laissera pas défaire ses acquis sociaux à lui. Il ne voit plus l'intérêt de *transacter* — pour cette simple et bonne raison que le pouvoir qu'il a conquis l'autorise à *ne plus le faire*. On transacte quand on n'a pas tous les moyens d'imposer unilatéralement sa volonté — mais quand on les a? Or il les a. De là que tout ce qui pourrait ressembler à une négociation réelle, à un compromis sérieux, c'est-à-dire portant sur des questions autres que d'ajustements secondaires, ait complètement disparu du paysage social, disparition d'ailleurs entérinée par le vocabulaire Potemkine des gouvernements-relais, qui ne connaît plus que les «concertations», voire les «consultations». Après quatre décennies de «progrès» ininterrompu, on n'obtiendra plus rien du capital.

"



Lire aussi Chantal Mouffe, « Ce que Pierre Rosanvallon ne comprend pas », *Le Monde diplomatique*, mai 2020. "

L'espace «intermédiaire» du compromis négocié était le lieu de la social-démocratie et de toutes ses institutions. Cet espace fermé par les conquêtes stratégiques du capital, ironiquement impulsées par la social-démocratie même, à qui l'on doit aussi bien la financiarisation, la concurrence européenne et le libre-échange international, il s'ensuit que syndicats réformistes et partis socialistes en peau de lapin sont logiquement tombés dans le trou qu'ils avaient si bien creusé. Sur la scène de l'histoire, il n'y a plus de place pour les acteurs qui s'étaient donné pour mission «d'obtenir quelque chose du capital»

après qu'ils l'aient armé des moyens de ne plus rien lâcher. Alors ils disparaissent. Seul un effet de persistance rétinienne, ou d'inertie façon bip-bip le coyote, peut faire croire qu'ils existent encore — mais ne restent en réalité que des bâtiments, vides de tout contenu politique. Et encore : Solférino a bien mis la clé sous la porte. On ne parlera pas de la CFDT, antenne factice du syndicat patronal. Mais Montreuil? Combat perdu après combat perdu, la CGT n'en finit pas de revérifier l'évanouissement de sa position de syndicalisme revendicatif *au niveau macrosocial* (au niveau des entreprises, évidemment c'est autre chose) quand il n'y a plus rien à obtenir — et de n'en tirer aucune leçon.

Ce que valent les mandats de la «démocratie»

Là-dessus, voici donc notre gouvernement de gauche, par hypothèse «déterminé», qui s'avance. Il a reçu l'onction des urnes, posé un programme clair : protectionnisme, réglementation environnementale contraignante, relèvement des impôts, annulation des baisses de charges, redressement des services publics, nationalisations, reprise en main des orientations du crédit. Mais surtout, à l'inverse du Festival des idées qui se récrie d'effroi à l'idée de porter la main aux traités européens — horreur du repli et de la frilosité —, lui, fait la précédente analyse (c'est dans l'hypothèse de notre expérience de pensée), et se donne, précisément, pour projet de refaire les structures, puisque le pouvoir inexpugnable du capital doit tout à leur configuration d'à-présent. Refaire les structures, c'est rouvrir l'espace intermédiaire, celui dans lequel le salariat, à armes un peu moins inégales, peut espérer mener des combats qui ne soient pas totalement sans espoir. Et le corps électoral, dans sa majorité, a dit oui à tout ça. Notre gouvernement a mandat.

Alors il va découvrir ce que valent vraiment les mandats de la «démocratie». Car au moment où il arrive au pouvoir, les structures qu'il a pour projet de transformer, sont là. Or ces structures déterminent deux sortes de moyens à l'usage du capital : les moyens, en temps ordinaires, de ne rien céder de substantiel au salariat; et les moyens de rang supérieur de mettre en échec toutes les tentatives de transformer les structures. En somme, la structure générale de la mondialisation néolibérale peut travailler à la fois à ses opérations ordinaires de discipline salariale *et à son auto-défense*.

Quand marché pas content, lui toujours faire ainsi : il vend les titres de la dette souveraine, fait baisser ses cours, donc monter ses taux d'intérêt

En fait le gouvernement-de-gauche-déter n'aura même pas à attendre de prendre ses fonctions pour s'en apercevoir. Dans la structure générale qu'il se propose de combattre, il y a une force de repréailles préemptives foudroyante, c'est la finance. Car le gouvernement déter-tout-ça, la finance l'aura vu venir de loin. Du moment où l'hypothèse de son succès électoral commencera à prendre consistance, elle sortira les armes. Une seule en fait, mais décisive : le taux d'intérêt. Quand marché pas content, lui toujours faire ainsi : il vend les titres de la dette souveraine, fait baisser ses cours, donc monter ses taux d'intérêt. Mais cette fois, ce sera en tempête. C'est qu'un gouvernement qui s'en prend aux structures de la financiarisation, s'en prend aux moyens par lesquels

les marchés disciplinent les gouvernements — c'est-à-dire les tiennent à des politiques publiques parfaitement respectueuses de leurs intérêts de créanciers : pas d'inflation (pour ne pas dévaloriser les patrimoines), pas de déficit (pour ne pas laisser croître une dette sur laquelle il pourrait y avoir défaut), déréglementation du travail et concurrence commerciale pour imposer les exigences de la rentabilité.

"



Lire aussi Renaud Lambert & Sylvain Leder, « Face aux marchés, le scénario d'un bras de fer », *Le Monde diplomatique*, octobre 2018. "

Bref, s'en prendre aux structures de la finance, c'est s'en prendre aux structures du pouvoir de la finance. Énorme surprise : la finance ne laissera pas faire. Sa réponse sera à la mesure de la menace anticipée. Si celle-ci est sérieuse, celle-là sera furieuse. Des ventes massives de la dette souveraine peuvent entraîner les taux d'intérêt très (très) haut. Mais alors tout le reste de la politique économique de notre gouvernement est défait... avant même d'avoir pu être mis en œuvre : la charge de la dette s'élève dans de telles proportions qu'au mieux elle évince les autres dépenses publiques et prive la politique budgétaire de toute marge de manœuvre, au pire elle amène en un clin d'œil l'État au seuil du défaut. La politique «progressiste-déter» est annihilée sans avoir seulement eu le temps de voir le jour.

Il faut alors imaginer le concert médiatique, l'égout de l'information continue en plein débordement, la noria des fulminants. Pour fixer les idées, on se souviendra qu'en 1983, la presse s'était mise en auto-ébullition avec la «faillite du gouvernement socialo-communiste» pour 3,2% de déficit budgétaire — on voit d'ici le massacre. Le pire étant dans cette affaire que la finance dispose de ce diabolique pouvoir de se donner raison à elle-même puisque, créant les conditions de la mise en échec, elle... met en échec, et donne alors à qui veut tous les motifs de triompher : «c'est un échec!». En l'occurrence le seul échec véritable est celui de n'avoir pas su plaire aux marchés. Mais cet échec-là n'a

rien à voir avec les propriétés objectives de la politique économique en question — comme on le voit logiquement à ceci qu'elles n'auront même pas eu le temps de produire leur premier effet avant d'être emportées par la furie spéculative.

Il ne faudra pas trop compter sur BFM, France 2 et France Inter pour apercevoir ce genre de subtilité : «on vous l'avait bien dit». Et il le faudra d'autant moins qu'ici la haine médiatique de classes, dont on a déjà assez vu quel libre cours elle pouvait se donner pendant les «gilets jaunes», ne se sentira plus aucune limite : un gouvernement porté par le populisme, attaché à la défense de ses intérêts à lui davantage qu'à ceux des ruisseaux, tournant si ostensiblement le dos aux prescriptions des répétiteurs autorisés, ne peut être par soi qu'une infamie, et le plus vite on en finira avec lui, le mieux.

Pendant ce temps, l'UE aux cent coups, admonestations en tous sens : la Commission fait des communiqués, la BCE menace de ne plus racheter la dette française (et, par-là, de parfaire les conditions d'adversité déjà créées par les marchés), les exhortations allemandes, les sarcasmes de *The Economist*, *Le Monde* préoccupé à sa «une» qu'on pourrait faire le choix du repli national. Ce ne sera même plus une campagne : ce sera un tapis de bombes. Médias privés, médias publics — car ici il faut envisager un concept étendu de la presse du capital. Par exemple, de même que la CFDT relève d'un concept étendu de patronat, il n'est pas besoin à la presse du capital étendue d'être formellement la propriété du capital pour tenir le discours du capital — Léa Salamé et Nicolas Demorand font ça admirablement sur France Inter tous les matins, ils ne seront pas les derniers à glapir à «la banqueroute». Or, si l'économie commence avec les anticipations des agents économiques, c'est peu dire qu'il y aura comme un «climat».

┆ «Retenez-moi ou mon talent et moi nous quittons l'URSS»

Là-dessus, le patronat (formel) apportera sa petite contribution à lui. D'abord bien sûr, forte participation au manège à tocards sur tous les plateaux télévisuels, concerto de lamentations, comédie du désespoir et des cheveux arrachés, «retenez-moi ou mon talent et moi nous quittons l'URSS», départs effectifs, et bruyamment médiatisés, compteur en temps réel sur BFM des sorties de capitaux et des «cerveaux» (sans rires enregistrés). Ensuite, plus discrètement, mais plus décidément, mise en panne de l'investissement et de l'embauche, c'est-à-dire grève de la croissance et de l'emploi. Où l'on pourra — sauf dans les médias — mesurer vraiment ce que c'est que *la prise d'otages de la société entière par le capital* : ou bien mes conditions ou bien je vous mets tout en rideau. Disons donc les choses comme elles sont (seront) : sabotage ouvert pour briser aussi vite que possible un gouvernement considéré (à raison...) comme un ennemi de classe.

..



Lire aussi Laurent Cordonnier, « Qui va payer la dette publique? », *Le Monde diplomatique*, mai 2020. "

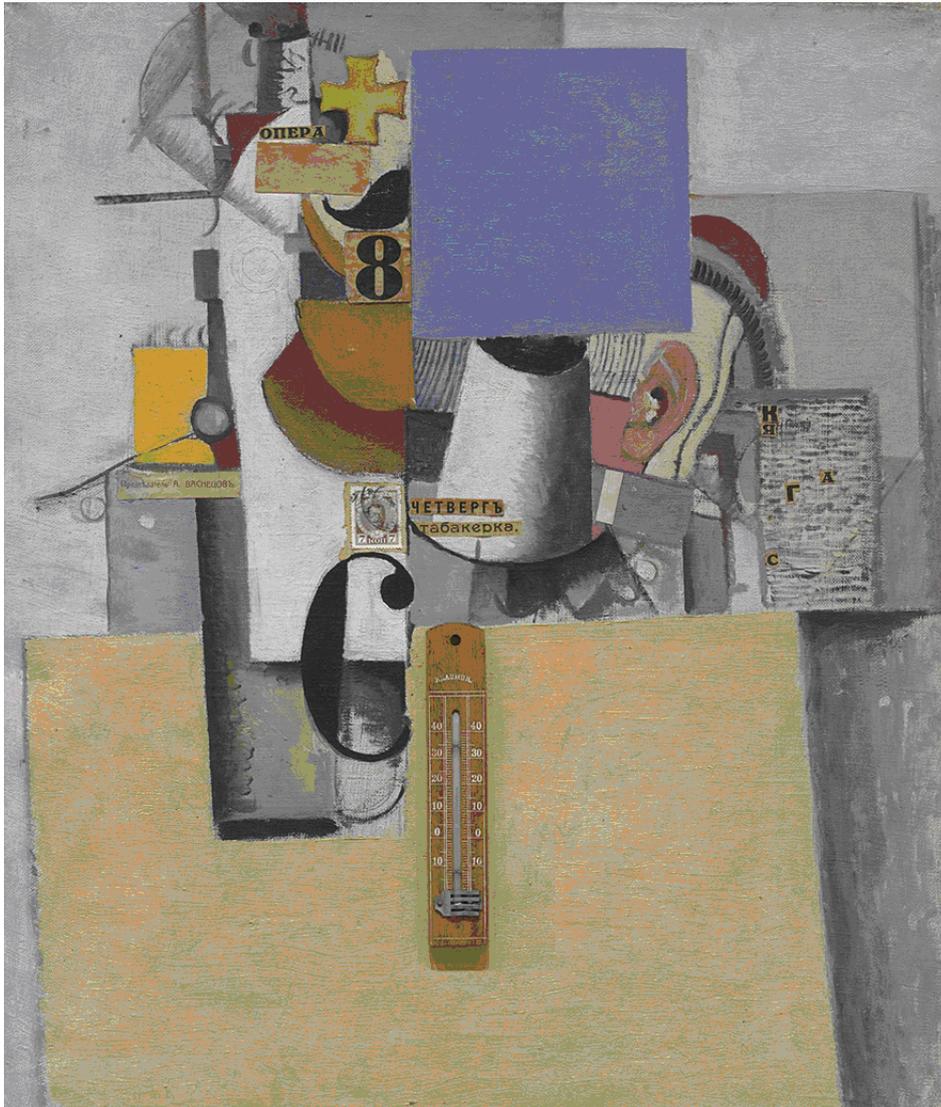
Et notre bon gouvernement, rendu en ce point où il est invité par toutes les forces du capital à se rouler son «mandat démocratique» en cône, qu'est-ce qu'il lui reste comme possibilités? Eh bien deux, et deux seulement. S'affaler — comme fit Tsipras dans une situation comparable. Ou bien passer la seconde.

Rapatrions l'expérience de pensée dans un réel possible et reformulons le problème d'une autre manière : à la lumière des hypothèses qu'on peut former sur la situation présente. Si la pandémie présente, ses causes et ses suites, ne laissent maintenant plus d'autre choix que d'être anticapitaliste, entre s'affaler et s'avancer laquelle des deux voies choisissons-nous?

À suivre

« En sortir » — mais de quoi et par où ?

Frédéric Lordon, 10 mai 2020



Kasimir Malevitch. — « Réserviste de la première division », 1914.

Sauf les demeurés, tout le monde comprend maintenant qu'on ne se tirera pas véritablement de la situation présente par des rustines de politique monétaire ou de report de taxes. L'origine de ce virus, son lien de plus en plus clair avec l'écocide capitaliste, l'espèce de némésis virale déchaînée qui nous attend si nous continuons dans le mépris de toute chose qui n'est pas l'argent, suggèrent de poser enfin quelques questions sérieuses sur la manière, non dont nous produisons à domicile des respirateurs, mais dont nous vivons. Demander, par exemple, s'il n'est pas temps de « sortir de l'économie », ou de choisir entre « l'économie ou la vie », c'est poser à nouveau des questions sérieuses. Sérieuses mais peu claires.

Quelle économie ?

Qu'est-ce que c'est l'« économie » dont il faudrait sortir ? Si l'on définit très généralement l'« économie » par l'ensemble des données sous lesquelles s'organise la reproduction matérielle collective, évidemment ces énoncés n'ont aucun sens. « *Pour vivre, il faut avant tout boire, manger, se loger, s'habiller et quelques autres choses encore* », écrivent Marx et

Engels dans *L'idéologie allemande*. Au sens le plus général du terme, «l'économie» désigne la réponse collective qu'une formation sociale apporte à ce «il faut», jusqu'à la fourniture de ces «quelques autres choses encore». Dans une lettre à Kugelmann, Marx enfonce le clou : «*N'importe quel enfant sait que toute nation crèverait qui cesserait le travail, je ne veux pas dire pour un an, mais ne fût-ce que quelques semaines*»¹ (1). «Sortir de l'économie», ça ne peut donc pas être s'affranchir de ça.

Le texte «[L'économie ou la vie](#)» semble, lui, viser autre chose : l'«économie» comme formation culturelle de longue période, une séquence anthropologique historique, fabricatrice d'un certain *type d'homme*, essentiellement replié sur la poursuite apeurée de ses intérêts de conservation. Et l'ethos qui vient avec : en toutes choses, calculer égoïstement. Pères fondateurs : Hobbes, Smith.

Cependant Giorgio Agamben, qui n'est probablement pas en désaccord avec cette définition de l'économie, ouvre un de ses [textes récents](#) par une citation frappante : «*La peste marqua, pour le début de la ville, le début de la corruption. Personne n'était plus disposé à persévérer dans la voie de ce qu'il jugeait auparavant être le bien, parce qu'il croyait qu'il pouvait peut-être mourir avant de l'atteindre*». Raisonnablement digne d'un économiste possédé par la théorie du choix rationnel. On croirait lire du Gary Becker, le fou Nobel qui a décidé que la théorie économique du comportement rationnel pouvait s'appliquer à tous les segments de la vie : divorcer ou rester marié ? passer à l'acte criminel ou se retenir ? arrêter de fumer ou continuer ? se garer sur une place interdite ou chercher encore ? — rester vertueux ou passer corrompu ? Autant de cas particuliers de l'universelle condition humaine — envisagée depuis le cabanon — qui n'est qu'arbitrage rationnel entre solutions alternatives. La vie : une succession de choix, c'est-à-dire un calcul permanent des bénéfices et des coûts, et la recherche en tout de l'optimisation.

Par quels moyens purge-t-on les individus de leurs adhérences d'égoïsme calculateur ?

Pourtant ça n'est pas Becker qui écrit ainsi les détours du choix rationnel entre maintien de la vertu et déboutonnage de la corruption en horizon fini sous contrainte de mortalité épidémique. C'est Thucydide. Si l'«économie», entendue comme le règne du type humain calculateur rationnel, est déjà repérable [dans la pensée de Thucydide](#), serait-ce qu'elle est davantage qu'une formation culturelle de longue période : une formation culturelle de *très très* longue période ? Évidemment, c'est là un propos parfaitement outrancier : la Grèce de Thucydide ne nous montre que des traces de cette «économie», et non son *règne* à proprement parler. Elle n'a pas colonisé la totalité de la vie, ni empoisonné tous les rapports sociaux. Cependant, elle est pour ainsi dire «déjà là» — comme une disposition. La question est alors la suivante : fait-on une perspective politique raisonnable pour notre époque avec l'idée de fermer *complètement* une «parenthèse» qui s'est ouverte il y a si longtemps ? Question subsidiaire : quelqu'un possède-t-il l'ingénierie politique des transformations anthropologiques ? Par quels moyens purge-t-on les individus de leurs adhérences d'égoïsme calculateur — qu'on puisse faire mieux, c'est tout à fait certain (ça n'est, même, pas difficile), mais le peut-on *tout à fait* ?

Pourtant, «L'économie ou la vie» est une formule qui touche particulièrement juste dans la période actuelle. C'est même trop peu dire encore : elle en livre une vérité essentielle, révélée au moment où les masques tombent. Car les cinglés sont sortis du bois pour de bon.

¹ [Lettre à Kugelmann](#), 11 juillet 1868. Merci à André Orléan de m'en avoir rappelé la référence exacte.

Le Boucher : «*Le risque existe que la France devienne le pays dont l'économie reste la plus longtemps arrêtée du monde. Il existe à cause de la préférence française pour le non-travail*». Quatremer : «*C'est dingue quand on y songe : plonger le monde dans la plus grande récession depuis la seconde guerre mondiale pour une pandémie qui a tué pour l'instant moins de 100 000 personnes (sans parler de leur âge avancé)*». Le même : «*Quand je vois cette trouille de la mort, je me dis qu'il n'y aurait guère de volontaires pour débarquer en Normandie en 44*» (qui pourrait douter en effet que GI Joe Quatremer se serait porté en tête de péniche?) Nous sommes tous américains. D'ailleurs le gouverneur en second du Texas, trumpiste halluciné, est [bien d'accord](#) avec le journaliste de *Libération* : il faut «*prendre le risque de retourner au travail*» car «*il y a des choses plus importantes que la vie*». L'os à découvert.

Les très grandes crises ont au moins un avantage : elles donnent à voir les fonds de marmite. Un «*manager*» ([sur RMC](#)) : «*50 000 morts en France, c'est pas énorme. Et quand on sait que c'est des gens âgés... 8 000 morts dans les Ehpad, c'est des gens qui allaient mourir de toute façon*». C'est très exactement ce que pensent Quatremer-Le Boucher-Pénicaud-Borne, et sans doute une immense partie de la «[classe nuisible](#)» qui constitue le socle de la macronie — et n'a jamais si bien mérité son nom : un point de PIB vaut bien quelques milliers de vies humaines (des autres).

Ici on pense nécessairement à des précédents historiques, à ces régimes pour lesquels la vie humaine comptait si peu. Dans la version néolibérale, cependant, on n'a pas la grossièreté de *détruire directement*, on se contente de rendre *expendable* : les humains comme des consommables. Voilà la belle tête de l'humanisme libéral. On pensait que le libéralisme, ses déclarations de droits fondamentaux, étaient l'honneur des «*démocraties*» dressées contre les totalitarismes qui bafouent «*l'homme*» et tiennent la vie pour rien. Tout ça pour se finir comme à «*Des chiffres et des lettres*» : «*— Pas mieux*».

L'économie comme tyrannie de la valeur

Pour le coup, il y a bien un règne dont tous ces cinglés ne sont que les fonctionnaires symboliques et les ventriloques inconscients : le règne de l'économie précisément. Mais alors définissable comment? Comme la tyrannie de la valeur d'échange autonomisée et fétichisée. C'est dire si Marx n'est pas près de sortir de notre horizon intellectuel. L'économie, au sens contemporain du terme, c'est la production de valeurs d'usage monstrueusement colonisée par la valeur d'échange devenue folle, à savoir : la production finalement indifférente à ce qu'elle produit, gouvernée exclusivement par la perspective de la mise sur le marché en vue de la conversion monétaire et de l'accumulation indéfinie. Le capital financier porte à son dernier degré de pureté la logique de la valeur d'échange — et ça n'est pas un hasard que le néolibéralisme l'ait placé en position de dominer la totalité de la vie économique. L'indifférence aux contenus substantiels y est poussée à l'extrême : peu importe d'investir dans les yaourts, les armes, ou le PQ, l'essentiel est le *retour*.

À l'image du capital financier, la valeur d'échange ignore la qualité. Elle exprime tout entière sa logique dans la quantité — d'argent. De là qu'elle se présente comme primat du *nombre*, qu'elle soumette toute la société à l'empire du nombre — et fasse le parc à thème des économistes, puis celui des managers Excel. Vivre d'une vie qui n'est pas seulement biologique étant par excellence une affaire de qualité, il est normal qu'elle soit traitée comme une donnée dénuée de toute pertinence par la logique de la quantité. Elle peut alors entrer dans un traitement nombré — un *calcul* — dont les autres termes se compteront eux

en points de PIB, ou en pourcentage de dette. Pour tant de points, tant de malades, donc tant de morts, on a des abaques, ça s'étudie. En plus de sa proximité avec le *lieutenant-governor* trumpiste du Texas, l'humanisme européen de Quatremer voit-il sa communion de pensée avec le général Nivelles : pour prendre la cote machin, 10 000 morts, pour conquérir le bois truc 150 mètres plus loin, 5 000 morts, ce sera une belle journée.

Pour que l'économie au sens de la nécessité générale ne tombe pas entièrement sous l'emprise de l'économie au sens particulier de la valeur d'échange

S'il faut sortir de quelque chose, en effet c'est de ça. Non pas donc en accomplissant — et par quels moyens? — une soudaine révolution anthropologique : mettre la transformation sociale sous le prérequis de l'avènement de « l'homme admirable » ne nous emmènera pas très loin. Pas davantage en pensant pouvoir sauter magiquement par-dessus les nécessités de la reproduction matérielle collective, soit la définition la plus élémentaire de ce qu'il y a à entendre par « économie ». Mais, précisément, en les (re)prenant à bras-le-corps pour que l'économie au sens de la nécessité générale ne tombe pas entièrement sous l'emprise de l'économie au sens particulier de la valeur d'échange : pour que la reproduction matérielle collective s'organise sous *d'autres* rapports sociaux que ceux de la valeur capitaliste.

Communalisme et division du travail

Mais alors lesquels? La question de leur nature n'est pas dissociable de celle de leur périmètre — c'est-à-dire de la question des échelles. Or l'idée de « sortir de l'économie » est souvent associée à des schémas de réorganisation sur des bases « communalistes », locales et autonomes : pour faire simple, ZAD et potagers. On comprend que ces propositions gagnent un pouvoir d'attraction considérable dans la perspective bien fondée, à terme, de dislocations terminales. Du reste, elles n'ont aucun besoin de cet horizon d'effondrement pour se justifier : la restauration des autonomies locales est *en soi* hautement désirable. On pourrait même en dire qu'elles ont pour valeur éminente d'être comme la fabrique anthropologique du « monde d'après » : des lieux de pratique collective où les individus ont quelque chance de défaire les plis que le capitalisme a mis en eux, et de s'en faire de nouveaux.

Et cependant il faut ajouter qu'elles n'en sont pas moins tout à fait insuffisantes. On ne refait pas une « économie » — puisqu'il ne s'agit pas d'en sortir mais de la refaire — par une juxtaposition de communes. Le mouvement communaliste échouera s'il ne pense pas *la division du travail*² (2). Il est vrai que la division du travail pose un problème particulier, et particulièrement épineux, à toutes les perspectives qu'on pourra dire « localistes » : car elle est un fait fondamentalement *macrosocial*. Or, on ne recompose pas le macrosocial, spécialement celui de la division du travail, par une simple addition-juxtaposition de formations locales « autonomes ».

On ne refait pas une « économie » par une juxtaposition de communes

Il suffit de s'aventurer à reconstituer le processus de production même du bien en apparence le plus modeste, un stylo ou un tournevis, à le décomposer par la pensée en ses constituants et ses opérations élémentaires, puis de voir ce que chacun de ces composants et chacune de ces opérations, ou de leurs moyens, supposent à leur tour de composants et

² Bookchin, par exemple, [n'ignore pas le problème](#). Lire aussi Benjamin Fernandez, « [Murray Bookchin, écologie ou barbarie](#) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.

d'opérations, et de moyens, qui eux-mêmes à leur tour, etc., pour voir surgir l'entièreté de la division du travail qui s'y trouve repliée. Par exemple : un stylo. La plume du stylo, son façonnage, le métal de la plume, qui déjà appelle toute l'industrie extractive puis la sidérurgie, le façonnage appelant lui les machines-outils, mais que ne faut-il pas de moyens pour produire ces moyens eux-mêmes, et n'oublions pas l'encre et les plastiques, la chimie qui les permet, l'énergie indispensable à tous ces processus, etc.

Voilà ce que c'est que la division du travail : le macrosocial d'un mode de production entier présent dans chacun de ses produits. Aucune communauté restreinte, si autonome se veuille-t-elle, ne peut internaliser cette entièreté, même quand elle pousse très loin l'effort de réduire le nombre des biens avec lesquels elle entend vivre : ça n'est à la portée que de l'ensemble social de grande échelle — ou alors, si la communauté veut demeurer de petite taille, elle aura à se brancher, par quelque forme d'échange, sur d'autres ensembles... eux, de grande taille : autant de moins pour l'« autonomie ».

Sauf à tomber dans les antinomies les plus figées, on n'en conclut pas que les autonomies locales ne sont pas nécessaires — elles le sont — : juste qu'elles ne sont pas suffisantes. Par conséquent, s'il est question d'« économie » (celle dont on ne sort pas), qu'il y a quelque chose à penser *politiquement* pour les grandes échelles — les échelles de la division du travail.

Penser politiquement la division du travail, c'est la penser à la fois sous le rapport de ses fins et sous celui de ses formes. Les fins : produire en vue de quelle place de la production dans la vie collective, déterminée par quel type d'exigence ? Les formes : produire dans quelles sortes d'agencement collectif, sous quels types de rapports sociaux ?

Les fins d'abord, car c'est l'état du désir d'objets qui détermine l'extension et la profondeur de la division du travail. Le capitalisme tient que cet état du désir est illimité. Il en déduit que la division du travail, qui doit sans cesse faire apparaître de nouvelles choses, est vouée à s'étendre et à s'approfondir *indéfiniment* — et du même indéfini que celui de la valeur d'échange. Sortir de *cette* économie, l'économie capitaliste de la valeur d'échange, nous voyons maintenant de plus en plus clairement que ça n'est pas seulement une nécessité politique « en général », mais une nécessité vitale collective. Il s'ensuit que nous aurons à redéfinir. Mais alors jusqu'où ?

Les expériences communalistes ont répondu à la question dans la pratique — et ceux qui s'y sont livrés y ont engagé leur personne. À la question : « jusqu'où ? », la réponse a été : « loin, très loin ». Si ces expériences avaient dû couper pour de bon toute dépendance résiduelle à la division du travail extérieure — capitaliste —, la réponse aurait eu à être : « beaucoup plus loin encore » (en fait on ne saurait même plus dire jusqu'où). C'est une première difficulté.

La seconde tient au fait que, sous ce rapport, ces expériences, si admirables soient-elles, ne peuvent faire paradigme : elles ne sont pas généralisables. L'hypothèse que le gros de la population pourrait consentir à des niveaux de renoncement matériel pareils est intenable. Que le développement de la formation sociale post-capitaliste voie la floraison de zones communalistes ou d'ilots d'autonomie (aux finalités les plus variées, depuis les jardins collectifs jusqu'aux garages ou aux dispensaires autogérés) est une chose ; que la formation sociale se réduise à leur multiplication-juxtaposition en est une autre. Il y aura quelque chose *en plus*. Quelque chose appelé par les nécessités de la division macrosociale du travail.

L'hypothèse que le gros de la population pourrait consentir à des niveaux de renoncement matériel pareils est intenable

Que la division du travail capitaliste ait atteint des niveaux de démesure et qu'il faudra en revenir, c'est certain. Qu'on pourrait, en cette matière, *rembobiner* complètement, c'est déraisonnable. Or il faut avoir conscience de ce qu'appellent des choses devenues pour nous aussi élémentaires, et impossibles à abandonner, que l'eau courante, froide et chaude, l'énergie, le tout-à-l'égout, le chauffage urbain, mais aussi les moyens de télécommunications, quelques-uns de transport également peut-être, pas mal d'autres choses en fait, et se refaire à leur propos le raisonnement du stylo, de la plume et de l'encre.

Alors on voit réapparaître la division du travail comme fait macrosocial. C'est-à-dire comme nécessité et comme problème. Pas seulement, donc, le problème d'en déterminer *politiquement* l'extension et la profondeur : celui, également, d'en organiser les rapports à *l'échelle correspondante* — celle de la formation sociale entière. Non plus les rapports capitalistes — ceux du salariat et de l'orientation du processus général par la seule valeur (d'échange). D'autres rapports. Alors lesquels ?

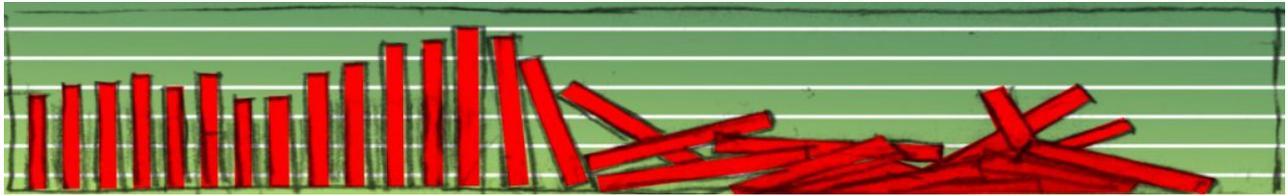
À suivre

Problèmes de la transition

 blog.mondediplo.net/problemes-de-la-transition

Frédéric Lordon

16 mai
2020



Problèmes de la transition

↑

Nicolas Hulot, passé à l'état de flaque de sirop, est répandu partout dans la presse. Macron laisse entendre qu'il réfléchit à un «green deal à la française». Sur l'échelle ouverte de Richter du foutage de gueule, on se prépare des sommets — et les «jours heureux» nous sembleront comparativement un modèle de sincérité. Pendant ce temps, des économistes rêvent éveillés de «monnaie verte». Benoît Hamon sort de son catafalque. On ne parlera plus bientôt que de «transition», comme déjà l'Union européenne sous les avisés conseils de BlackRock. Comme avec «l'Europe sociale et démocratique», mais un niveau au-dessus, on essaye de nouveau d'estimer le temps que toutes ces imbécillités vont nous faire encore perdre.

" Lire aussi Philippe Descamps & Thierry Lebel, « Un avant-goût du choc climatique », *Le Monde diplomatique*, mai 2020. "

La transition n'est pas une question «écologique» (pour «écologistes»). Il ne s'agit pas de transiter vers un «capitalisme-respectueux-de-l'environnement» — on appelle «quadrature du cercle» les projets de transition vers les cercles carrés, et ça n'a jamais très bien fonctionné. Il ne s'agit pas de sortir du capitalisme «pas encore vert». Il s'agit de sortir du capitalisme tout court.

Une transition de cette nature se réfléchit alors autour de trois grandes questions, toutes liées à la division du travail : 1) ce qu'on en garde, et ce qu'on en jette — le plus possible : nous avons sur les bras une planète qui tourne tantôt à l'incendie tantôt à la boîte de Pétri géante. 2) Le fait que la division du travail, spécialement sous la contrainte du «à garder», nécessite d'interroger la solution des autonomies locales. 3) Les nouveaux rapports sociaux dans lesquels la couler — pour qu'elle ne soit plus une division du travail capitaliste — et, d'abord, les fausses solutions qui rôdent en cette matière.

La division du travail : en garder et en jeter

Deux choses doivent être claires : 1) ce dont nous sommes mis en demeure, c'est d'en finir avec le capitalisme; 2) sortir du capitalisme, c'est perdre le «niveau de vie» du capitalisme. À un moment, il faut se rendre à un principe de conséquence. On ne pourra

pas vouloir la fin du système qui nous promet le double désastre viral et environnemental, et la continuation de ses «bienfaits» matériels. C'est un lot : avec l'iPhone 15, la voiture Google et la 7G viendront inséparablement la caniculisisation du monde et les pestes. Il faudra le dire, le répéter, jusqu'à ce que ces choses soient parfaitement claires dans la conscience commune.

Toute la question du communisme a donc pour préalable celle des renoncements matériels rationnellement consentis, et de leur ampleur. Ceci est un sujet éminemment politique. Dans le capitalisme, le périmètre des satisfactions matérielles est abandonné à la croissance spontanée, anarchique, de la division du travail sous la conduite aveugle et folle de la valeur d'échange. Dans le communisme, ce périmètre redevient une question de délibération collective. Avec quels objets voulons-nous vivre, desquels pouvons-nous nous passer, desquels non? C'est à nous de décider — et ce sera, en effet, de la politique : car tout le monde ne sera pas d'accord. Comme toute décision politique, celle-ci sera imparfaite, majoritaire seulement (la politique ne connaît pas l'unanimité).

C'est un lot : avec l'iPhone 15, la voiture Google et la 7G viendront inséparablement la caniculisisation du monde et les pestes

Encore pour l'être — majoritaire — requerra-t-elle un principe de prudence, c'est-à-dire de discernement. Partant de la situation présente, du degré d'aliénation marchande auquel le capitalisme nous a réduits, avec un très grand succès d'ailleurs, on ne peut pas prendre pour hypothèse le surgissement instantané de l'homme nouveau, ni envisager de lui faire faire tout de suite des bonds de géant en matière de renoncements matériels. Des déplacements oui, des bonds non. La vie à la ZAD : un bond de géant — à la portée de quelques-uns seulement. Dans cette mesure même admirable... et impropre à soutenir une hypothèse majoritaire, en tout cas pour l'heure.

Bien sûr, on ne saurait présenter une transition révolutionnaire comme un simple renoncement, là où en fait il s'agit plutôt d'une grande substitution : abandonner une chose mais pour en gagner une autre : à la place de la vie comme quantité (le parfaitement nommé «niveau de vie»), la vie comme qualité; à la place des futurs colifichets perdus par anticipation (iPhone 15, etc.), la tranquillité matérielle pour tous, de vastes services collectifs gratuits, une nature restaurée et, peut-être par-dessus tout, *du temps*. Cependant la grande substitution restera un fantasme sans suite si elle est trop exigeante, si le rapport des contreparties est trop défavorable relativement à ce que l'homme-pas-nouveau peut tolérer.

Par exemple, parmi les ennemis mortels de tout processus révolutionnaire, il y a les étals vides, et son corrélat : le marché noir inflationniste. Une transition révolutionnaire qui se retrouve face à ça est cuite. C'est dire qu'il y a intérêt à l'avoir pensé avant. La collectivité doit s'organiser pour déterminer l'ensemble des biens sur lesquels une tranquillité absolue doit régner pour tous : alimentation de qualité, logement de qualité — évidemment encore à conquérir, mais qu'au moins il n'y ait aucun recul — énergie, eau, moyens de communications, médecine et pharmacie, et «quelques autres choses encore» (Marx et Engels). Le renoncement et la substitution ne commencent *qu'à partir*

de ce socle.

Héritant du niveau de développement des forces productives du capitalisme, nous avons des chances raisonnables d'y parvenir — c'est tant mieux. Les révolutions antérieures n'avaient pas eu cet avantage, et elles l'ont cruellement payé. On connaît le paradoxe de la révolution russe, survenue dans le pays où Marx la jugeait la moins probable du fait, précisément, de son arriération matérielle. Le paradoxe ne cessa pas d'être mordant puisque, la prise révolutionnaire du pouvoir accomplie, l'effort de développement eut à s'effectuer dans les pires conditions, toutes les ressources devant être dirigées vers le rattrapage des forces productives à marche forcée, le primat de l'industrialisation et des biens d'équipements — les moyens de produire *tout le reste*, notamment les biens de consommation, mais qui viennent logiquement avant eux. Et de même la Chine de Mao et son Grand Bond en avant, dont on sait dans quel état il a laissé la population chinoise. Drames du décollage économique forcé dans des rythmes infernaux, drames d'ailleurs pas seulement économiques : drames humanitaires, puisque ces transitions se sont payées de terribles famines, et drames politiques car seule la poigne de fer des régimes a «tenu» les populations à la grande transition dans des conditions aussi difficiles.

" Lire aussi Cédric Durand & Razmig Keucheyan, « L'heure de la planification écologique », *Le Monde diplomatique*, mai 2020. "

Sauf à être soutenues par un désir commun très puissant, les trajectoires de sacrifice se payent au prix politique fort. Les frustrations matérielles vécues finissent toujours par s'exprimer comme tensions politiques, parfois très violentes, dont la réduction ne fait pas dans la dentelle — et l'expérience révolutionnaire chargée d'espérance de verser dans l'autoritarisme le plus désespérant. Ces trajectoires ne sont plus envisageables. Heureusement nous avons désormais les moyens de nous les épargner. Dans le bilan historique du capitalisme, il restera donc qu'il était sur le point de détruire l'humanité en l'homme, de rendre la planète inhabitable, mais aussi qu'il nous laisse l'état de très haut développement de ses forces productives, et, partant, nous permet d'envisager de l'abandonner dans des conditions matérielles plus favorables que jamais — merci, au revoir.

Il va cependant sans dire que, si c'est pour faire tourner les machines capitalistes comme les capitalistes mais sans eux, ça n'est pas exactement la peine de se lancer dans des chambardements pareils. C'est donc la délibération politique qui détermine ce qu'il y a à garder de la division du travail capitaliste et ce qu'il y a à jeter. Qu'il faille en jeter un maximum, la chose est certaine. Mais qu'il faille en garder — évidemment pour la couler dans de tout autres rapports sociaux — ne l'est pas moins. Alors il faut reprendre la question du local et du global, mais cette fois sous l'angle des «autonomies» — et pour y faire des distinctions.

Des «autonomies»

Ici il faut redire *et* la valeur essentielle *et* l'insuffisance matérielle des pratiques «locales» de l'autonomie — pour les raisons mêmes qui viennent d'être indiquées : elles ne

peuvent à elles seules fournir le «socle matériel» à partir duquel seulement le gros de la population peut entrer dans la logique du renoncement et de la substitution — les paris «anthropologiques» aventureux, à grande échelle, sur les «conversions frugales» finissent mal en général (soit en cruelles désillusions soit en autoritarismes politiques).

Mais il y a plusieurs manières d'envisager l'autonomie : l'autonomie purement «localiste», ou bien réinscrite dans un ordre social global. Purement «localiste», soit elle demeure partielle — autonomie centrée sur une pratique particulière (jardin, garage, dispensaire, etc.), et par-là reste branchée sur l'extérieur du système tel qu'il est; soit elle va aussi loin que possible dans la reconstitution d'une forme de vie complète mais alors ne concerne que des participants «d'élite».

Chacune à sa manière, les deux courent le même risque : celui de se détourner de fait de la transformation du système d'ensemble. Souvent d'ailleurs les pratiques de l'autonomie naissent au cœur d'une crise, comme des réponses réactionnelles à des situations de détresse matérielle. Ainsi, sans doute, par exemple, du mouvement très contemporain vers les jardins potagers dont la visée d'autosuffisance est manifeste... et suffit à dire son ambivalence : tourné vers la subsistance du petit collectif concerné, et de fait désintéressé du changement d'ensemble, soit : l'autonomie-expérimentation tournant en autonomie-fuite, sans égard pour ce qui reste derrière. C'est peu dire que le capitalisme s'en accommode fort bien. Il s'en accommode doublement même. D'abord parce que certaines de ces autonomies de nécessité sont réversibles : les participants retournent au système institutionnel standard dès que celui-ci refonctionne à peu près correctement — l'activité des clubs de troc et de monnaies parallèles en Argentine, par exemple, était très corrélée à la conjoncture globale, leurs membres revenant dès qu'ils le pouvaient au salariat comme solution privilégiée d'accès à l'argent.

┆ Les pratiques de l'«autonomie» forment donc un ensemble tout sauf homogène

Ensuite parce que, même quand ces expérimentations résistent au reflux et persévèrent, elles demeurent des isolats et le système d'ensemble n'en est pas affecté : au travers de la crise des années 2010, le capitalisme grec, au passage ravi que «ces gens aillent faire leurs affaires ailleurs, désencombrent les guichets de l'État-providence et nous épargnent des charges», n'en a pas moins continué son cours après qu'avant la floraison des lieux collectifs auto-organisés. Bien sûr, ce que le capitalisme grec ne voit pas, c'est que si ces expérimentations ne l'affectent pas dans le court terme, elles sont cependant des matrices à déplacements individuels, qui finissent par faire des déplacements collectifs, et lui préparent des situations difficiles quand ils viendront à maturité — c'est là l'éminente valeur de toute cette vie sous les radars des institutions officielles. Mais pour l'heure, c'est vrai, il a la paix. Les pratiques de l'«autonomie» forment donc un ensemble tout sauf homogène : «autonomies de détresse» réversibles, «autonomies de persévérance» locales et autocentrées, «autonomies locales mais de combat» branchées, elles, sur une perspective politique de propagation, selon un modèle de défection

généralisée. À quoi il faudra ajouter une dernière sorte : «autonomies réinscrites dans une division du travail d'ensemble». C'est à ces dernières qu'on verra ce que la transition ne doit pas être : de la «décroissance».

Impasse de la décroissance

Car l'esprit humain va au bout du déni et des procédés dilatoires pour ne pas regarder en face ce qu'il lui est trop pénible d'envisager. Alors il continue de tirer jusqu'au bout du bout sur l'élastique pour faire durer encore un peu ce qui ne peut plus durer — en se racontant quand même qu'il est en train de «tout changer». Typiquement : la décroissance. La décroissance est le projet insensé de n'avoir pas à renverser le capitalisme tout en espérant le convaincre de contredire son essence — qui est de croître, et indéfiniment. Au vrai, on peut très bien «décroître» en capitalisme. Mais ça s'appelle la récession, et ça n'est pas beau à voir.

De deux choses l'une donc : soit il est précisé que «décroissance» est un autre nom pour «sortie du capitalisme». Mais alors pourquoi ne pas dire simplement... «sortie du capitalisme»? Et surtout pourquoi maintenir cette problématique de la croissance (dont la décroissance n'est qu'une modalité) qui, en réalité, n'a de sens que dans le capitalisme. Il y a des questions qui appartiennent tellement à un cadre (ordre social) particulier qu'elles s'évaporent comme absurdités sitôt qu'on en sort. Par exemple, dans le cadre théologico-superstitieux, la survenue d'une pandémie peut donner lieu à des problèmes caractéristiques comme : «Qu'avons-nous fait qui ait pu offenser Dieu?». Alors le débat fait rage : «ceci l'a offensé, non c'est cela...». Dans le cadre rationnel-scientifique, évidemment, ces questions-là n'ont pas trop lieu d'être — ont perdu tout sens. Les problèmes sont posés d'une façon tout à fait autre : la façon de la virologie, de l'épidémiologie, de l'économie politique, de la science des milieux naturels, etc. De même pour croissance et décroissance. Elles ne sont des obsessions cardinales *que* du monde capitaliste. Dans un monde communiste, on en est tellement libéré que ça ne traverse plus la tête de personne. Certes, le contrôle politique collectif de la division du travail ne cesse d'avoir à l'esprit (comme jamais d'ailleurs) les problèmes de l'inscription humaine dans la nature, et des dégâts qu'elle peut y commettre. Mais ces problèmes-là ne sont plus du tout codés dans les catégories de la «(dé-)croissance», qui n'ont de sens qu'attachées à l'ordre capitaliste. Si les mots ont une importance, pourquoi ceux qui entendent bien la «décroissance» comme sortie du capitalisme continuent-ils donc de couler leur discours dans les catégories du capitalisme?

" Lire aussi Claire Lecœuvre, « Les écologistes tentés par l'action directe », *Le Monde diplomatique*, novembre 2019. "

Soit, donc, la décroissance comme autre nom de la sortie du capitalisme, soit la décroissance comme autre chose *dans le capitalisme* — la version hélas la plus répandue. Qui se figure gentiment qu'un mode de production dont l'essence est la croissance pourrait se mettre à la décroissance-demain-j'arrête, et surtout qui a tout organisé selon la logique de la croissance : notamment l'emploi. Cas extrême, mais significatif :

entre 2008 et 2014, la Grèce perd 33% de PIB — une très belle performance de décroissance —, moyennant quoi son taux de chômage atteint 27%. Oui, c'est l'ennui : dans le capitalisme, le rapport entre croissance et emploi est bien serré.

Hors de situations aussi critiques, ne pourrait-on cependant le dénouer *un peu*? Par exemple envisager de maintenir l'emploi à taux de croissance moindre, voire négatif, en faisant porter l'ajustement sur la productivité — dont la baisse devrait être concomitante à celle de la croissance. Mais la baisse de la productivité, c'est celle du profit. Interrogeons les capitalistes :

— «Êtes-vous prêts à maintenir une masse salariale invariante en face d'un chiffre d'affaire diminué?»

— «Mais certainement Madame Teresa, on commence demain».

Un patron un peu roué aurait même la ressource de l'hypocrisie bien fondée, et de répondre que lui voudrait bien, mais ses actionnaires... Et de fait : s'il ne leur donne pas satisfaction, il sautera.

Pour rendre compatible maintien de l'emploi et décroissance capitaliste(s), il faudrait donc en finir avec le pouvoir actionnarial. Donc avec ses structures — celles de la déréglementation des marchés de capitaux. Tout ça commence à devenir très compliqué — en tout cas dans la logique qui voudrait bricoler une solution «à l'économie». Et surtout très contradictoire. Car, dans l'alternative radicalisée désormais posée par l'état présent du capitalisme (et du capital), décidé à ne plus céder sur *rien*, soit l'épreuve de force tournera court, soit elle prendra l'ampleur d'un affrontement total où s'amorcera de fait un processus de rupture, pas seulement avec la «financiarisation», mais avec le capitalisme *dans son ensemble*. Mais alors, dans ces conditions, pourquoi ne pas y aller carrément?

┌ Tout, dans le capitalisme, trouve sa justification par *l'emploi*. L'emploi est la solution
└ imposée aux individus par le capital pour simplement survivre

On aurait tort de se gêner car, en définitive, le petit problème «d'emploi» de la décroissance en capitalisme vient indiquer qu'il est en réalité celui *du capitalisme*. C'est le capitalisme qui a fait de l'emploi un problème — plus exactement notre problème, le problème des non-capitalistes —, tout de même que les curés avaient fait du courroux divin le problème des croyants sur lesquels ils régnaient. Et comme ceux-ci étaient pris en otages par le salut éternel, ceux-là sont pris en otages (d'une manière un peu plus rudement objective) par l'emploi. Et la société entière, sous l'ultimatum, se voit enrôlée dans les indifférences de la valeur d'échange, donc possiblement à faire tout et n'importe quoi : des pneus, du nucléaire, du gaz de schiste. Tout, dans le capitalisme, trouve sa justification par *l'emploi*. L'emploi est la solution imposée aux individus par le capital pour simplement survivre. Quand on a coulé les données de la survie des individus dans la forme de la valeur d'échange, tout le reste s'en suit sans coup férir. Un journaliste de France Info en décembre 2019 interviewe, pour le contredire, un opposant à la

réouverture de Lubrizol : «mais quand même c'est bon pour l'emploi». Le pire étant qu'il n'y a objectivement pas grand-chose à opposer à ça — sinon bien sûr qu'il faut urgemment se débarrasser du système qui fait régner ce genre de logique.

Car, comme toujours, le partage du «possible» et de l'«impossible» est conditionnel à l'acceptation implicite, et le plus souvent impensée, d'un certain cadre. Pour que du possible ré-adviene, il faut briser le cadre qui condamnait — objectivement — à l'impossible. Dans leur cadre, les capitalistes et les néolibéraux ont *objectivement* raison. Mais dans leur cadre seulement. De sorte qu'ils n'ont pas *absolument* raison. Ce que révèle, même, la pandémie, c'est que leur cadre est inclus dans un cadre plus grand — où se déterminent des enjeux, ceux de la planète et de la situation des hommes sur la planète, qui leur donnent *absolument tort*.

Nous commençons alors à mieux voir ce que nous avons à faire, et selon quelles lignes nous orienter : nous libérer simultanément des tyrannies de la valeur capitaliste et de l'emploi. Donc en détruire les institutions caractéristiques : la finance, le droit de propriété privé des moyens de production, le marché du travail.

Ouvertures

 blog.mondediplo.net/ouvertures

Frédéric Lordon

29 mai
2020



Ouvertures

LE MONDE *diplomatique*

↑



Robert Delaunay, «Fenêtres ouvertes simultanément 1re partie 3e motif», 1912.

Il n'y a pas de plan tout armé. Il n'y a que des exercices de méthode, et *de conséquence*. D'abord poser ce que nous tenons pour nos orientations fondamentales ou nos urgences catégoriques. Ensuite, enchaîner logiquement nos idées à partir de là, c'est-à-dire en tentant autant que possible de les tenir à la hauteur de ce que nous avons posé.

Or nous disposons d'un point de départ très assuré : le capitalisme détruit les hommes, et il détruit la planète (et par-là re-détruit les hommes, mais d'une autre manière). Nous en tirons immédiatement les impératifs directeurs d'une autre organisation sociale : 1) dans le processus nécessairement collectif de la reproduction matérielle, les individus sont convoqués en *égaux* : ils n'ont pas à être soumis à des rapports de subordination hiérarchique qui les maltraitent; 2) une organisation sociale digne de ce nom se donne pour devoir de relever chacun de l'inquiétude de subsistance et de lui *garantir*, dans des conditions collectivement déterminées, la plus grande tranquillité matérielle sur toute la vie; 3) la production globale, si elle est nécessaire, est décrétée *a priori* ennemie de la nature, donc subordonnée, dans cette mesure, à de rigoureux compromis, ce qu'on

exprimera autrement en disant que l'activité économique doit tendre à sa propre *minimisation* relative.

La position de ces principes rencontre alors, d'une part la contrainte de l'état présent des choses, notamment des forces sociales en présence, et d'autre part celle qui pèse sur les déplacements «anthropologiques» possibles, à mettre en face des déplacements requis, pour soutenir un régime économique tout autre, qui puisse être considéré comme collectivement désirable, donc politiquement viable.

La question des — de toutes les — échelles

L'intersection entre l'ensemble des principes et celui des contraintes est loin d'être vide. On y trouve (au moins) la proposition de Bernard Friot. Qui a pour elle d'être à la hauteur du problème, d'offrir deux coups de génie... et aussi de présenter quelques inconvénients. Donc de faire une très bonne base de départ. «À la hauteur», c'est d'abord une question d'échelle sociale. La proposition de Friot est macroscopique, ce qui signifie que ce à la hauteur de quoi elle se porte, c'est la division du travail — la question délaissée des solutions localistes. On pourrait dire aussi : la question du *mode de production*, mais en prenant la catégorie au sérieux, c'est-à-dire en un sens marxien : il y a mode de production quand une organisation collective est capable, non seulement de produire (trivialement...) mais de produire ses moyens de production. Or la production des moyens de production est autrement plus exigeante que la production elle-même (celle des biens finaux). Et d'une exigence qui est celle même d'une division du travail vaste et profonde. L'impasse sur la question de la division du travail vaut condamnation à l'existence interstitielle et dépendante, branchée sur un extérieur productif... qui sera ce qu'il sera (pour l'heure capitaliste). Or la question de la division du travail est macrosociale. *Ergo*, toute proposition d'alternative au capitalisme doit se porter à l'échelle macrosociale, ou bien se résigner à n'occuper que les marges — et laisser le gros milieu en l'état.

"



Lire aussi Bernard Friot, « En finir avec les luttes défensives », *Le Monde diplomatique*, novembre 2017. "

Cependant, que l'alternative au capitalisme — on l'appellera désormais génériquement «communisme» —, ait *impérativement* à se situer à l'échelle macrosociale ne signifie en rien qu'elle doit n'être préoccupée *que d'elle*. L'*exclusivité* du macrosocial débouche nécessairement sur celle de l'État, lieu institutionnel unique où le macrosocial s'exprime et se totalise. Or, nous savons ce que ça donne : l'asservissement des multiplicités du social sous la férule du pouvoir-planificateur unique — précisément le genre de chose que personne ne veut revoir. Dans l'épouvantail que constitue le seul mot de «communisme», on trouve pêle-mêle, le goulag, le KGB, l'abolition de «la propriété» (qui nous oblige à vivre en appartements collectifs, peut-être même à partager nos vêtements) et, donc, le Gosplan dont les aberrations, et les incuries, n'ont eu de bon que de nourrir l'humour soviétique.

Plus ça échappe et plus ça se sépare, plus ça vit sa vie propre, plus ça oublie pour quoi c'était fait à l'origine, et plus ça oppresse — à la fin, plus ça opprime

Il est certain qu'une perspective communiste ne suscitera pas à nouveau l'intérêt sans avoir au préalable refait la scène imaginaire, en évacuant ces formations (dont certaines furent bien réelles, faut-il le dire), pour mettre à leur place de nouvelles images, de nouvelles figurations. En particulier, donc, celles de la restructuration du feuilletage de l'organisation sociale, de la ré-articulation de ses multiples échelles, sous un «principe du maximum» : le plus possible au plus local possible. En matière d'institutions et d'organisations collectives, plus c'est loin, moins c'est contrôlable; moins c'est contrôlable, plus ça échappe; plus ça échappe et plus ça se sépare, plus ça vit sa vie propre, plus ça oublie pour quoi c'était fait à l'origine, et plus ça oppresse — à la fin, plus ça opprime. Et tout ceci, cependant, sans préjudice d'un principe «antagoniste» de recombinaison et de cohérence macrosociale, le niveau où vit une communauté politique suffisamment vaste pour soutenir un *mode de production* — et (donc) sa division du travail.

Or il y a ça dans la proposition de Friot. Ou disons qu'elle ne l'exclut pas formellement, et même, on le verra, qu'elle le prévoit explicitement à certains égards. Mais il y a surtout les deux coups de génie : la cotisation générale et le conventionnement.

Salaire à vie et conventionnement

La cotisation générale, c'est le point de départ et le cœur même de la construction. L'intégralité de la valeur ajoutée des entreprises est apportée en ressource cotisée à un système de caisses qui va en effectuer la redistribution. En premier lieu sous la forme du salaire, attaché à la personne même, donc détaché de *l'emploi*. L'emploi est une catégorie capitaliste. Qui suspend la rémunération, donc la vie matérielle, des individus à un lieu fantastique, nommé «marché du travail», transfiguration impersonnelle d'un lieu réel : l'arbitraire patronal.

Plus exactement, la vie matérielle des personnes est suspendue à un double arbitraire : l'arbitraire du marché (des biens et services), réfracté par l'arbitraire du patron. Le marché fluctue, et le patron décide souverainement de ce qu'il va faire des salariés dans cette fluctuation. On travaillait dans un secteur, et un jour surgit un concurrent inattendu avec un coût de production moitié moindre, ou bien une innovation qui décline fatalement les anciennes productions (disques vinyl, CD, mp3), ou bien une pandémie imprévisible qui met à terre le secteur entier (transport aérien, spectacle) : fluctuation. Parfaitement hors de la responsabilité des salariés mais dont les salariés porteront néanmoins tous les effets. Et puis la responsabilité de «se battre» pour atténuer les effets : travailler plus, gagner moins, renoncer aux avantages acquis, augmenter la productivité, voilà qui est «en leur pouvoir», s'entendent-ils dire — si bien qu'à la fin, s'il reste des effets à porter, ce sera de leur faute. Le tout sous la férule du patron qui met le «marché» en main : les «efforts» ou le chômage (et souvent le chômage après les «efforts», car l'engagement, le pacte, la parole donnée n'ont aucun sens pour un souverain, et, souverain, le patron l'est, ce sont les rapports sociaux du capitalisme qui l'installent en cette position). À la merci : c'est donc ainsi que vivent les individus non-patrons quand leur situation est accrochée à «l'emploi». Ceci n'est plus tolérable.

..



Lire aussi Nicolas Castel & Bernard Friot, « Un statut nommé désir », *Le Monde diplomatique*, janvier 2020. "

Ce que Friot nomme «salaire à vie» est une proposition cohérente au sens suivant : à la hauteur de cette intolérance posée en *principe*. Le principe veut d'abord que la situation matérielle des individus ne soit plus à la merci de choses qui ne dépendent pas d'eux, ensuite que, plus généralement, la stabilité en cette matière, c'est-à-dire la tranquillité, la soustraction à la précarité qui épuise, vaille *en soi*, et de manière irréfragable. La rémunération n'est alors plus attachée à une *place* de la division du travail susceptible des pires remaniements, voire d'évaporation complète, sous l'effet des incessantes restructurations impulsées par la concurrence capitaliste : elle est attachée à la *personne*, comme porteuse d'un droit fondamental à la rémunération stable et suffisante.

Le principe du «salaire à vie» est opéré par la cotisation collectée et redistribuée par les caisses, en particulier la «caisse de salaire» qui, comme son nom l'indique, reverse aux personnes leur rémunération sans égard pour aucune autre donnée que leur niveau de qualification (établie selon un système d'épreuves codifiées et déterminant une hiérarchie résiduelle des revenus) — un «sans égard» qui ne sera d'ailleurs pas sans poser quelques problèmes s'il signifie une parfaite incondicionalité.

Plus l'idée originelle se développe plus elle étend sa cohérence d'ensemble dans de nouvelles directions

Mais Friot ne s'est pas arrêté au « salaire à vie». Plus l'idée originelle se développe plus elle étend sa cohérence d'ensemble dans de nouvelles directions. Le deuxième coup de génie, c'est le conventionnement. Une partie du salaire est versée en monnaie sur un compte ordinaire, une autre sur une carte — une carte Vitale étendue! — qui ne peut être utilisée qu'auprès d'un certain nombre de producteurs agréés (alimentation, transports, énergie, etc.), dûment conventionnés par décision citoyenne (dans des assemblées à divers niveaux territoriaux) pour leur respect d'un certain nombre de

normes (environnementales, ancrage local et respect des circuits courts, pratiques productives, etc.). Si bien que les individus ont accès à trois sortes de consommation : la consommation privée libre; la consommation privée «encadrée», celle qui est permise par la carte Vitale étendue et «dirige» la demande vers des offres conventionnées, c'est-à-dire conformes à une norme politique de non-nuisance, donc soustraite aux dégâts d'indifférence des productions capitalistes; enfin la consommation socialisée gratuite (santé, éducation) dont le champ pourrait être étendu (transports, logement).

| Décentralisé autant qu'il peut l'être, étagé à tous les niveaux pertinents de la division du travail, du très local au global

Le coup de génie du conventionnement est double qui tient à la fois à la création d'un dispositif d'incitations permettant de peser significativement sur les orientations de la production, et à la forme politique de son processus de normalisation : non pas tombé du haut de quelque comité d'État, mais élaboré par la décision collective aux niveaux territoriaux qui *correspondent* aux producteurs à conventionner : un agriculteur local ne relève pas du même niveau de décision qu'une entreprise de construction régionale par exemple. Bref, le dispositif d'ensemble du conventionnement se tient au «principe du maximum» : décentralisé autant qu'il peut l'être, étagé à tous les niveaux pertinents de la division du travail, du très local au global.

Cependant, la manière même dont Friot présente la trouvaille du conventionnement révèle en creux une faiblesse de sa proposition d'ensemble. Car, nous dit-il, le conventionnement aurait surtout pour vertu de détourner la demande (celle de la consommation privée «encadrée») des offreurs capitalistes pour l'orienter préférentiellement vers des entreprises passées à la propriété d'usage et à l'autogestion, retirées des marchés de capitaux pour leur financement et des circuits les plus néfastes de la mondialisation pour leur sous-traitance. À quoi l'on comprend, logiquement, que Friot veut planter son innovation dans le capitalisme pour l'y faire prospérer. En pariant que son dynamisme évolutionnaire sera soutenu par ses bonnes propriétés politiques. Et finira par gagner tout le terrain. Soit, formellement, le même argument — et la même erreur stratégique — que le dernier municipalisme de Bookchin : «notre système n'est pas seulement bon, il est le meilleur — entendre par là : politiquement le plus convaincant —, par conséquent il remportera la "compétition des systèmes"».

"



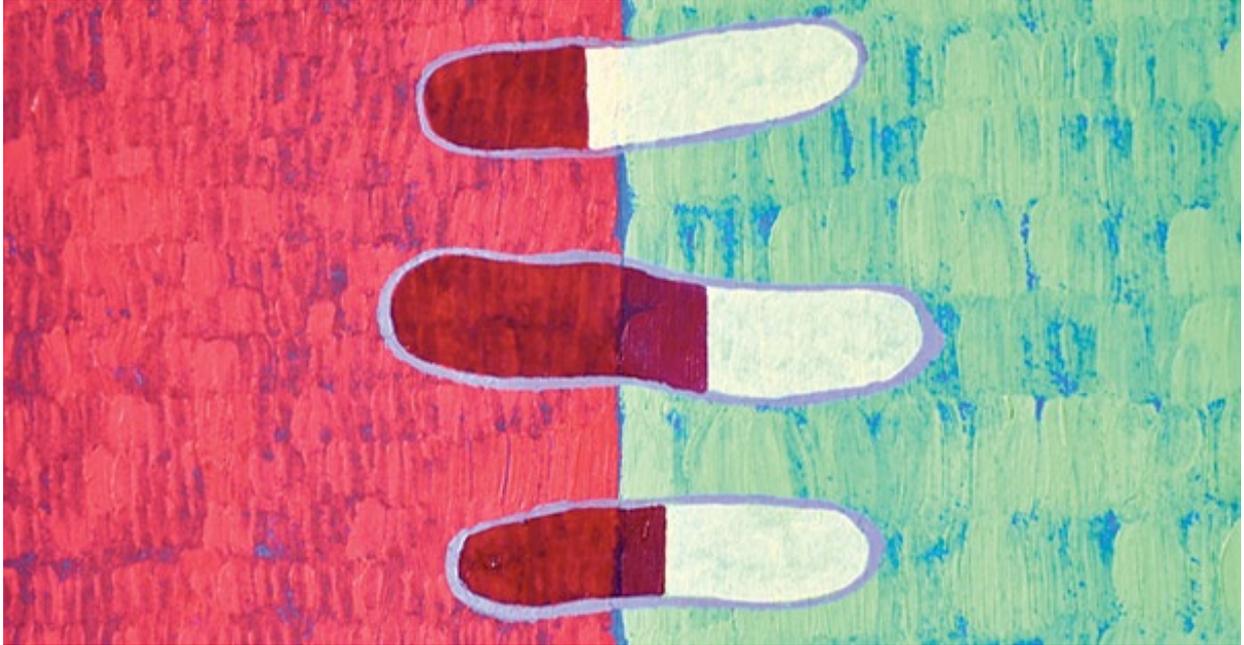
Lire aussi Ibrahim Warde, « Kakistocratie », *Le Monde diplomatique*, juin 2020. " Malheureusement, ça n'est pas ainsi que les choses se passeront. Leur désirer cette issue, c'est supposer accomplir cette prise de pouvoir *dans les institutions politiques du capitalisme, aka «la démocratie»* et, plus encore, supposer que ces institutions joueront selon leur principe affiché : organiser une équitable confrontation «des idées» et saluer celle qui l'emporte pour la laisser se convertir en politique publique. Mais c'est un rêve merveilleux. Qui suppose que, *fair play*, les forces capitalistes s'inclineront dans un débat de visions à la loyale, reconnaîtront que la proposition alternative a su être meilleure, s'est montré plus convaincante et a, normalement, triomphé. Or voilà : le capitalisme n'est pas «sport». Que sa proposition soit merdique pour la majorité de la population, le cas échéant pour la planète ou l'univers entier, il s'en contre-tape : c'est la *sienna*, et ça lui semble une raison tout à fait suffisante pour la maintenir. Envers et contre tout s'il le faut. En conséquence, il regroupera ses forces pour écrabouiller tout ce qui montrera quelque chance de s'y opposer — et qui ne serait pas prêt à se défendre avec les moyens adéquats. Inutile de dire que toute proposition communiste, quelle que soit sa variante, fera l'objet de la plus grande attention, et d'un traitement spécial, quand bien même elle rallierait une vaste majorité électorale.

Le déjà-là et le pas-plus-loin

Voilà donc la seule hypothèse raisonnable dont il faut partir : le capitalisme ne cohabitera pas avec ce qui peut le nier victorieusement, ni ne contempera passivement sa progressive sortie de la scène de l'histoire. Nous nous trouvons donc à devoir distinguer deux formes de la transition : la «petite» et la «grande». La «petite» est une transition *depuis* le capitalisme, la «grande» hors et contre. La «petite» transition croit pouvoir commencer *au-dedans*, s'y installer comme un germe qui va croître par son dynamisme spontané, pour finir par emporter le morceau. C'est typiquement ce qu'envisage Bookchin quand il imagine d'abord des ilots municipalistes isolés, puis qui vont pousser des synapses et former une série d'archipels, lesquels par croissance

continue finiront par percoler à l'échelle de l'ensemble — et ça sera gagné! C'est, formellement parlant, la même dynamique que Bernard Friot a en tête, réglée dans son cas par l'unique paramètre du taux de cotisation sociale que, par victoires successives, on va graduellement pousser — et à 100%, ce sera fait.

"



Lire aussi Cédric Durand & Razmig Keucheyan, « L'heure de la planification écologique », *Le Monde diplomatique*, mai 2020. "

Là-contre, l'hypothèse raisonnable dit ceci : rien de tout ça n'arrivera. De transition, il n'y aura que la «grande», ou pas de transition du tout. Bien sûr il est de la prime importance de nous activer déjà de l'intérieur pour faire notre pelote : vertu *préparatrice* des vacuoles de possible qui, dès maintenant, se donnent vie localement. Mais en sachant qu'à un moment, c'est en passant par le dehors qu'il faudra renverser tout le dedans — à l'intérieur duquel, en fait, il y a trop peu de possible. Le grand possible, c'est le dehors : c'est ça l'idée en matière de transition.

Ici Friot objecterait peut-être qu'on a bien réussi à le faire monter ce taux de cotisation sociale entre 1945 et 1975, donc qu'historiquement parlant, la possibilité de le faire monter encore a été établie en principe (pratique). Mais ces trente années sont une illusion si on ne les regarde pas comme ce qu'elles sont : une parenthèse en fait non reproductible, une aberration exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme. D'ailleurs permise par un dégagement initial phénoménal d'énergie politique : une guerre mondiale, ni plus ni moins. Pour imposer au capitalisme des constructions institutionnelles qui le contredisent sérieusement — tout en le laissant persévérer quand même —, il a fallu une énergie de l'ordre de grandeur «guerre mondiale». Avec liquidation des élites anciennes, poids symbolique, politique et militaire du vainqueur soviétique, constat d'échec accablant de la première mondialisation libérale, et table rase partielle. Les trente années qui ont suivi n'ont tenu que sur l'élan de cette formidable

impulsion — trente années, à l'échelle de l'histoire, ça n'est pas si long. Puis elles se sont épuisées. Depuis 1938 et le colloque Lippman, les idéologues néolibéraux attendaient dans l'ombre leur heure — elle n'aura pas mis si longtemps à venir.

Le «déjà-là» de Bernard Friot (la cotisation sociale et le salaire à la qualification sont déjà là, depuis 1946, il ne tient qu'à nous d'en percevoir toute la portée historique et de la faire croître) est un argument à la fois très fort et limité. Il est très fort car il nous fait connaître que le communisme n'est pas une utopie tombée de la lune puisque, même si nous ne le percevons pas, nous vivons dans une société où ses principes sont déjà réalisés d'une certaine manière, qui plus est à une échelle significative. Mais cet argument s'abuse lui-même s'il considère que son histoire a été regrettamment arrêtée et qu'on va simplement lui faire reprendre son cours. Le «déjà-là» en effet a cru pendant trente années (1945-1975) exceptionnelles, peu extrapolables, d'ailleurs depuis lors (quarante-cinq ans...), il est devenu (dans le meilleur des cas) un «pas-plus-loin». Il faudra un événement politique considérable pour lui faire retrouver le sens de la marche. Un événement de type «transition». «Petite» dans le scénario le plus économe, mais en ayant à l'esprit qu'elle risque fort de mal tourner et, sauf à échouer, de devoir muter spontanément en «grande».

Mais alors, si la «grande» doit *in fine* être activée, pourquoi ne pas commencer directement avec elle? Bien sûr, telle quelle, la question est un peu oiseuse : ce sont les conditions politiques qui décident. Donc pour l'heure tout ceci semble vaine spéculation. Disons seulement : spéculation. Car, après tout, pendant quarante ans les néolibéraux ont pensé leur affaire dans leurs catacombes. Et puis leur moment est venu, et leur affaire n'a plus été ni vaine ni spéculative.

Procédons de même : pensons notre affaire à nous. Préparons-la par exemple à partir de la proposition de Friot. Notre heure finira par venir.

À suivre



Fermer la finance

 blog.mondediplo.net/fermer-la-finance

4 juillet
2020



En kiosques : août 2020

Perspectives (VI)

par Frédéric Lordon, 4 juillet 2020

Fermer la finance

LE MONDE diplomatique

↑

cc Rolf Dietrich Brecher.

Donc (retour à l'épisode précédent) : pensons notre heure à partir de la proposition de Friot, et pour trois raisons. 1) Elle répond directement aux deux principes de soustraire les hommes à la précarité, et la planète à la destruction; 2) Elle instaure au surplus la souveraineté des producteurs en abolissant la propriété lucrative; 3) C'est une proposition macrosociale, donc à la hauteur des enjeux de la division du travail, mais pensée pour être diffractée à toutes les échelles et faire leur plein droit aux auto-organisations locales.

"



Lire aussi Serge Halimi, « Vous avez dit “systémique”? », *Le Monde diplomatique*, juillet 2020. "

Dans cette proposition d'ensemble, des choses peuvent être mises en place instantanément : toutes celles qui ont à voir avec le statut de la propriété (abolition de la propriété lucrative, instauration de la propriété d'usage), la suppression du marché du travail capitaliste et son remplacement par le système «salaire à vie / qualification», l'institution juridique de la souveraineté politique des collectifs de production. D'autres choses offrent des difficultés plus importantes, notamment tout ce qui relève de la transformation radicale du financement de l'investissement. Car, radical, le schéma de Friot n'oublie pas de l'être en cette matière qui propose de confier la totalité du financement à la cotisation, via une caisse dédiée (la caisse économique), c'est-à-dire d'en finir purement et simplement avec *la dette*.

Il y a de très sérieuses raisons à l'appui de cette radicalité. Pour autant, l'idée d'une «économie» dans laquelle il n'y aurait plus ni marchés financiers ni même simples banques de crédit, fait partie de ces choses que le poids de l'histoire du capitalisme et surtout le matraquage idéologique des «évidences» nous ont rendues impensables, et infigurables. Ici, la vertu du «déjà-là» est d'un grand secours, puisque le précédent de l'investissement hospitalier intégralement financé par la seule cotisation (jusqu'à ce que le néolibéralisme décide de détruire l'hôpital par la dette obligataire, précisément) atteste une possibilité. Mais cette attestation a été brouillée avec le temps dans la conscience commune, et le règne de la finance s'est imposé comme une nécessité quasi-naturelle — si l'on tient Alain Minc, il est vrai au milieu de beaucoup d'autres candidats sérieux, pour l'idiot canonique du néolibéralisme, il suffira de l'entendre répétitivement évoquer «la loi de la chute des corps» pour comprendre ce que «naturalisation des faits sociaux» veut dire.

C'est pourquoi il n'est pas inutile, pour armer les résolutions, de commencer par redire un peu précisément le poison qu'est la finance néolibérale, afin d'établir comme un

impératif catégorique l'idée d'en euthanasier les institutions. Et d'ancrer l'idée suivante qu'il n'y a aucun progrès social possible hors leur complète destruction. Codicille au passage : le tiers du quart de ce qui suit vaut expulsion de l'euro, ça va sans dire. C'est tant mieux : aucune perspective progressiste, *a fortiori* anti-capitaliste, ne peut avoir l'idée aberrante d'y rester.

Les fléaux de la finance néolibérale

On ne mesure pas toujours en effet le caractère absolument névralgique de la finance dans la configuration institutionnelle d'ensemble du néolibéralisme, et ses propriétés d'intensification de tous les mécanismes de la coercition capitaliste. Elle est presque à elle seule — il y a la concurrence aussi — la source du double fléau néolibéral, celui qui détruit les salariés du privé sous la contrainte de la rentabilité, celui qui détruit les services publics sous la contrainte de l'austérité. Le premier est lié au pouvoir des actionnaires formé dans le marché des droits de propriété, le second au pouvoir des créanciers formé dans les marchés obligataires.

Contrairement à ce qu'on croit spontanément, le pouvoir des actionnaires n'est pas un pouvoir de bailleurs. À l'envers de ce qui est répété par tous les appareils de l'idéologie néolibérale, les actionnaires apportent finalement si peu d'argent aux entreprises que celles-ci ne dépendent que marginalement d'eux pour leur financement (1). Mais alors par où chemine la coercition actionnariale? Par les voies souterraines des transactions sur le marché des actions où se joue le contrôle de la propriété. Donc par les voies de la soumission aux décrets de l'opinion financière.

"



Lire aussi Julien Vercueil, « “Grâce aux BRICS, un monde multipolaire” », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016. "

Comme on le verra plus encore avec la disciplinarisation des politiques économiques par les marchés obligataires, les marchés de capitaux, en plus d'être les lieux de

l'enrichissement spéculatif, sont de très puissantes instances de *normalisation*. Armés d'une idée de ce que doivent être les «bons» comportements économiques — une idée, faut-il le dire, formée au voisinage immédiat de leurs intérêts —, ils disposent des moyens de l'imposer aux agents, privés comme publics, c'est-à-dire de sanctionner les écarts. Dans le cas des marchés d'actions, la sanction en cas de dissentiment, passe par la vente des titres de l'entreprise considérée, d'où suit l'effondrement de son cours qui la rend vulnérable à une OPA hostile. À laquelle l'équipe dirigeante en place sait parfaitement qu'elle ne survivrait pas. Or elle veut survivre. Donc elle fera ce que l'opinion actionnariale lui demande — pour maintenir son cours le plus haut possible et décourager les assaillants. L'opinion actionnariale demande-t-elle une rentabilité des capitaux propres de 15%? On la lui donnera. Demande-t-elle, en conséquence, qu'on ferme les sites économiquement viables, profitables même, mais qui ne sortent que du 5%? On les lui fermera.

Les actionnaires apportent finalement si peu d'argent aux entreprises que celles-ci ne dépendent que marginalement d'eux pour leur financement

On a compris, dans cette affaire, que la coercition actionnariale qui, en première instance, pèse sur les équipes dirigeantes, est aussitôt passée aux salariés, qui porteront seuls le poids de tous les ajustements. Et ceci d'autant plus que les dirigeants ont été «convertis» au point de vue actionnarial à coup de stock-options — rien de tel pour lui faire voir le monde comme un actionnaire que de transformer le dirigeant en actionnaire. De là le gavage des oies.

Si le pouvoir des actionnaires s'exerce par les médiations subtiles du contrôle capitalistique, celui des créanciers, lui, procède par les voies usuellement brutales de l'apporteur de fonds : le prêteur. Et par un autre compartiment de la finance : le marché obligataire. Compartiment différent mais coercition semblable *par la normalisation* : une fois que les investisseurs se sont fait *leur* idée de ce que doit être une bonne politique économique, les gouvernements qui ne s'y plient pas connaîtront des taux d'intérêt en folie — et la certitude de l'échec. James Carville, directeur de la campagne de Bill Clinton en 1992 puis conseiller à la Maison Blanche, qui, donc, en connaissait un rayon en matière de «pouvoir», et à qui l'on demandait sous quelle forme il voudrait revenir par réincarnation, répondait aussitôt : «en marché obligataire». C'est cette chose-là que le socialisme de Mitterrand-Delors-Bérégovoy a installé en France au milieu des années 1980, précipitant la société entière dans une nouvelle période de son histoire, dont la destruction continue du service public, jusqu'à l'hôpital d'aujourd'hui, a été l'inexorable effet. Tout ce que la société présente compte de malheur, malheur des salariés maltraités, malheur des fonctionnaires «néomanagés», malheur des services publics détruits remonte pour l'essentiel à ces deux formes du pouvoir de la finance. En première instance, donc, «la finance», c'est ça. Et «ça» doit être fermé.

La finance capitaliste comme logique de l'avance

Cependant «la finance» est une catégorie trompeuse, faussement simple, et qui donne

trop vite le sentiment de «voir ce qu'on veut dire». Dans son concept, la finance ne s'identifie pas au barnum de la finance *néolibérale*, la finance des marchés de capitaux déréglementés. Conceptuellement parlant, par finance, il faut entendre l'ensemble des institutions et des procédés qui permettent temporairement à certains agents économiques de dépenser plus qu'ils ne gagnent. Et c'est tout.

"



Lire aussi Renaud Lambert & Sylvain Leder, « Face aux marchés, le scénario d'un bras de fer », *Le Monde diplomatique*, octobre 2018. "

En ce sens le plus fondamental, la finance est consubstantielle au capitalisme lui-même, indépendamment de ses formes historiques : car l'impulsion du cycle capitaliste de la production suppose l'*avance*. Impossible, en effet, de produire avant d'avoir réuni les moyens de produire : équipements, consommations intermédiaires, salaires à verser. Il faudra attendre d'avoir produit, et puis surtout vendu, pour toucher le premier sou. Mais alors comment produire, c'est-à-dire avoir *payé* les moyens de produire, sans ce «premier sou»? C'est à cette question que répond toute la logique de l'*avance* — qui est la logique de la finance.

Dès ce moment-là, le ver est dans le fruit. Car, dans le capitalisme comme univers d'agents privés, il s'en trouvera sans doute certains capables, ou désireux, de dépenser *moins* qu'ils ne gagnent (on les appellera des épargnants, plus tard des «investisseurs») pour accepter de financer les autres qui ont besoin de dépenser *plus* qu'ils ne gagnent. Bien sûr ce «plus» ne peut être que temporaire : à un moment il faudra rendre. C'est que les apporteurs de l'*avance* ne se contenteront pas du sourire de l'entrepreneur. Ils apportent leur argent, c'est entendu, mais précisément : c'est *leur* argent. Alors ils veulent leur retour — davantage même : leur retour *augmenté*. Ce sera l'intérêt ou le dividende, selon la forme de l'*avance* : dette (obligations) ou fonds propres (actions). La

tenaille de l'avance, tenaille des «apporteurs», est formée, on n'en sortira plus. Servitude débitrice ou servitude actionnariale, les «avancés» seront bien avancés : ils connaîtront la servitude.

La dette comme servitude et comme «cliquet à croissance»

La servitude des «avancés» est le symétrique du règne des «avanceurs» — du règne de la finance. En général. Car la dureté de ce règne varie en fonction de ses configurations historiques. Il devient tyrannie sans limite quand la configuration des institutions de la finance est centrée sur les marchés — dont on a vu par quels mécanismes ils œuvrent. Le despotisme est plus modéré (relativement parlant...) quand il est coulé dans des formes exclusivement bancaires, où l'avance prend la forme unique (ou dominante) du *crédit*. Moindre mal si l'on veut, mais mal quand même — les consommateurs endettés ou les petites entreprises sont bien placés pour le savoir. Pour avoir été dispensé de toute la folie des marchés de capitaux dérégulés, le fordisme n'en a donc pas moins connu «la finance».

Pour les entreprises, la servitude de la dette devient un esclavage de la croissance. Car, de la dette, il n'y a de sortie que par le «haut» — à supposer que la métaphore verticale soit la bonne : on pense plutôt à la cage du hamster. En effet, passé le moment de son lancement, c'est-à-dire de l'avance en quelque sorte «originelle», une entreprise ne contracte de la dette (hors motifs de trésorerie et de survie) que pour investir. C'est-à-dire aller à la rencontre d'une extension anticipée de ses marchés. Donc croître. Mais cette croissance est un aller sans retour. Car dans ce mouvement d'extension, l'entreprise se charge de nouveaux coûts fixes, nouvelles capacités de production évidemment mais aussi service de la dette, dont l'amortissement nécessite que ses marchés ne rétrécissent pas — et même, si possible, s'étendent à nouveau. Quitte d'ailleurs à ce que, au nom de second tour d'extension, on contracte un second tour de dette. Etc. La dette est le cliquet caché de la croissance, l'aiguillon de la fuite en avant permanente. Or la dette est l'instrument *capitaliste* du financement des producteurs. Et cela même qui les enchaîne à l'obligation de croître. Les amis de la «décroissance» qui ne sont pas capables d'articuler «sortie du capitalisme» sont des *rigolos*.

Contre la finance : la subvention

Le système de la cotisation générale, lui, ne rompt pas seulement avec la finance *néolibérale*, dominée par les marchés de capitaux, bras armé des investisseurs et du pouvoir actionnarial. Il rompt avec la finance *tout court*, comme système de *l'avance en attente de retour*. Donc avec l'inférieur cliquet à croissance. On pouvait déjà démontrer, mais depuis l'intérieur de la logique capitaliste et du point de vue des entreprises même, la possibilité de fermer la Bourse (*stricto sensu* la Bourse désigne les seuls marchés d'actions), donc d'en finir avec le pouvoir des actionnaires. Au point où nous en sommes, la satisfaction intellectuelle des arguments *a fortiori* n'est plus tout à fait indispensable. Il faut fermer la Bourse, point. Et pas qu'elle : les marchés financiers de toutes les autres sortes. Et puis le système de l'avance repayable dans sa totalité.

Le système de la cotisation générale, lui, ne rompt pas seulement avec la finance néolibérale. Il rompt avec la finance *tout court*

Autant l'expérience de pensée de «Fermer la Bourse» que l'expérience réelle du subventionnement par la cotisation de l'investissement hospitalier après-guerre disent cette possibilité. Dans le système de la cotisation générale qui, rappelons-le, prélève non pas une fraction des salaires mais la totalité de la valeur ajoutée, la ressource est redistribuée par un système de caisses : caisse des salaires, caisse des services publics, caisse économique enfin. Cette dernière, on l'a compris, devient l'institution en charge du *subventionnement* des projets. Du subventionnement et non du financement. Tant qu'on demeure dans un système où la division du travail reste en partie complétée par l'échange monétaire marchand, la nécessité de l'avance perdure : par définition, la validation sociale vient *après* la production privée. Il faut donc avoir eu *préalablement* les moyens de lancer le cycle de la production — une avance. Mais toute la différence entre l'avance-financement et l'avance-subventionnement vient de ce que l'une est remboursable, et à intérêt, l'autre non. Une subvention est de l'argent alloué *non recouvrable*.

En l'occurrence alloué par la caisse économique. Qu'on ferait d'ailleurs mieux de mettre au pluriel : *les caisses économiques*. Ou le système de caisses économiques. Car il est bien sûr hors de question qu'une Gos-caisse (pour ne pas dire une Grosse caisse) trône à Paris et décide de tout : sur le même modèle que le conventionnement, le réseau des caisses doit être déployé à toutes les échelles territoriales pertinentes -- quoique, non moins évidemment, sous un schéma global d'allocation sectorielle et géographique déterminé au niveau le plus haut de la communauté politique. En tout cas voilà : le financement sous logique de rentabilité capitaliste est aboli et remplacé par le subventionnement sous principe de délibération politique.

Abattre les institutions de la finance

Finalement, le problème, ou le reste à penser, n'est pas tant l'état final que la transition pour y parvenir depuis là où nous sommes. Problème moins simple que celui de l'institution immédiate des nouvelles formes de la propriété productive : car, par construction, la finance capitaliste nous laisse sur les bras ses stocks. À savoir les dettes des uns et les épargnes des autres. Or les stocks demandent du temps pour être résorbés.

"



Lire aussi Hélène Richard, « Les Soviétiques en quête de bons plans », *Le Monde diplomatique*, juillet 2020. "

Encore faut-il faire quelques distinctions : les stocks de qui? D'abord il y a les banques, et plus généralement les institutions de l'industrie financière : fonds variés, investisseurs institutionnels. Tous ces agents sont interconnectés sur les marchés par des liens de contreparties et de dettes-créances croisées d'une épouvantable complexité. Défaire ce nexus pour finir par annuler les dettes sans tout mettre par terre est une effroyable gageure. Ça n'a aucune importance. On se souvient comment le nœud gordien a été «résolu» : tranché par un coup de sabre. Ici, pareil. C'est que toutes ces institutions, à la fin des fins, il s'agit de les faire crever. Mais alors si tel est l'état terminal désiré, autant y procéder dès le début du début.

Il ne faut pas cacher le léger désordre que le coup du nœud gordien propagera partout où les structures financières néolibérales, et son ordre de la dette, sont maintenus, c'est-à-dire à l'extérieur — en première approximation on n'y prêtera pas grande attention parce que pour l'instant, on s'occupe de ce qu'on peut faire là où on peut le faire et, par hypothèse, c'est ici. Sans doute aussi, il y aura du trader et du banquier d'affaire sur le carreau — mais on peut songer aux armées de chômeurs, de précaires et de suicidés qu'ils auront contribué à former pendant les décennies de leur toxique industrie, et retenir ses larmes. D'ailleurs la société communiste, bonne fille, leur accordera, comme à tout le monde, les droits du salaire à vie — enfin à ceux qui n'auront pas fui à l'étranger, que nous ne regretterons pas, à qui même nous aurons tenu la porte.

Les épargnes et les dettes

Et puis il y a les agents non-financiers — qu'on trouve des deux côtés du rapport dette/créance. Inutile de dire que, du côté des débiteurs, les ménages viennent en premier sur la liste des annulations de dettes, sans que nous n'ayons à nous soucier des

conséquences fâcheuses pour ces pauvres banquiers qui sont leurs créanciers, du moment que le projet avéré est bien de mettre à bas les institutions de la finance.

Mais dans l'état des stocks que nous léguera le capitalisme, il y a aussi tous les emprunts hors crédit bancaire : les dettes obligataires. Rappelons que, dans cette catégorie, outre l'État, on trouve essentiellement des entreprises. C'est-à-dire ces entités destinées à devenir des collectifs de production, hors propriété lucrative et sous la conduite des producteurs associés souverains. Il n'est pas exactement question de continuer de les soumettre à la dette héritée de leur passé capitaliste. Par conséquent on annulera leur dette — comme on a annulé la dette de crédit bancaire des ménages. Et de même, à plus forte raison, pour la dette publique — sur laquelle on déclarera le défaut complet.

Dans «les épargnants», il n'y a pas que des Niel ou des Arnault, il y a aussi toute la population des petits livrets (et pas mal de cas intermédiaires)

Inutile de dire, là encore, le chambard en cinémascope qui s'en suivra sur les marchés internationaux de capitaux. Mais de nouveau : ça n'est plus notre affaire. Que le monde (resté) capitaliste se débrouille avec ses problèmes. Cependant, ces annulations massives de dette ne sont pas non plus sans effet sur notre situation intérieure. Car, pour une part (la part résidente), de l'autre côté de la dette non-bancaire de l'État et des entreprises (comme de toutes les formes d'avance, y compris actionnariales), il y a des épargnants. Or l'euthanasie des rentiers (selon Keynes) est une chose (rappelons cependant qu'elle procédait principalement par les voies insensibles de l'inflation), mais un décret de ruine soudaine de *tous* les épargnants en est une autre. C'est que, dans «les épargnants», il n'y a pas que des Niel ou des Arnault, il y a aussi toute la population des petits livrets (et pas mal de cas intermédiaires). Une révolution qui part d'emblée en ruinant les petits épargnants se sera rendue si vite odieuse qu'elle n'ira pas très loin.

..



Lire aussi Sarah Cabarry & Cécile Marin, « 1981, l'occasion ratée », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016. "

C'est qu'il y a des ressorts très profonds qui lient l'épargnant à son épargne, même quand il n'est pas fortuné. On épargne d'abord par précaution — un motif qui nécessitera un peu de temps pour tomber, mais qui tombera quand les gens se seront installés dans la sécurité du salaire à vie. On épargne ensuite pour transmettre. Si c'est pour transmettre de la «sécurité», retour à l'argument précédent. Si c'est pour transmettre au-delà, il faudra avoir une doctrine de l'héritage. On épargne enfin pour acquérir des biens durables que le seul revenu courant ne permet pas d'acheter (électroménager, voiture, logement). On voit mal que ce dernier motif puisse disparaître, même si ceci n'entraîne pas de lui faire droit en tout : par exemple, dans une société entièrement déprécarisée, le mobile propriétaire en matière de logement tombe pour une part — ce qui ne veut pas dire totalement : il y a aussi des investissements affectifs, familiaux, d'appropriation psychique, dans l'habitation, et ils méritent d'être considérés.

| Si c'est pour transmettre au-delà, il faudra avoir une doctrine de l'héritage

Le règlement de la question de l'épargne commencera donc sans doute avec des plafonds. En dessous desquels les épargnes resteront à leurs épargnants. Et au-dessus desquels, quoi? Confisquées ou annulées? La cohérence plaiderait pour l'annulation : le seul motif de la confiscation (par la puissance publique) serait un motif de «réserve» comme capacité de financement, mais il est contradictoire avec l'idée de s'affranchir radicalement de la logique de l'avance *avec retour*. De la réserve pour quoi si tous les investissements sont, non plus financés, mais subventionnés par les caisses? Et s'il était besoin d'un supplément d'allocation, au-delà des ressources de la caisse économique, une pure création monétaire scripturale ferait l'affaire, parfaitement équivalente puisqu'il s'agirait dans les deux cas d'injections de pouvoir d'achat hors du circuit de la cotisation et (dans un cas comme dans l'autre) hors toute contrainte de remboursement (2).

Les épargnes du passé (du moins celles d'entre elles qui n'auront pas été annulées) n'entreront plus dans aucun circuit de financement, elles seront simplement restituées et *conservées*, telles quelles, par quelque institution ad hoc de pur dépôt (*custodian*), pour ne répondre qu'au motif d'acquisition future de biens durables par les personnes privées. Et de même les épargnes qui continueront d'être formées à partir du revenu du salaire à vie. Aucune de ces épargnes ne sauraient en effet, en attendant le moment de leur dépense effective, être transférées (i. e. *prêtées*) à d'autres agents, sauf à recréer les catégories de la créance et de la dette, donc les figures du débiteur et du créancier : car celui à qui l'épargne aurait été transférée aurait bien à *rembourser* celui qui la lui aurait transférée, au moment où ce dernier voudrait en recouvrer l'usage, bref l'un serait (re)devenu débiteur, et l'autre créancier. Et c'est précisément ce dont il ne saurait plus être question.

En tout cas, là où il y avait des *banques* en face des ménages endettés (et l'on prenait le

parti de les laisser choir), cette fois la situation se joue à front renversé : en face des entreprises endettées il y a (entre autres) des ménages épargnants. Qu'il s'agit de ne pas spolier : leurs comptes *custodian* seront donc recredités pour le montant de leur créance à sa valeur d'acquisition, évidemment sous le plafond général, éventuellement corrigée de l'inflation survenue entre temps, et de toute façon en renoncement des intérêts futurs qui auraient couru jusqu'à la maturité dans les conditions capitalistes normales. À peu de choses près, on procéderait de même avec les actions, qui seraient annulées et restituées sous forme monétaire aux épargnants à leur valeur historique (corrigées dans les mêmes conditions que les créances obligataires).

Mais l'on voit aussitôt ce que ces annulations de dettes-actions sans spoliation des épargnants (hors la clause du plafonnement, mais qui ne concernera que les très riches) ont de potentiellement inflationniste : le paiement des intérêts et des dividendes, comme le remboursement du principal, étaient gagés par un supplément de valeur ajoutée *future*, sur lequel ils allaient être tirés. La restitution des épargnes finalement par des voies purement scripturaires consiste en réalité en une augmentation de masse monétaire, et pour des encours considérables : début 2020, celui du seul Livret A dépassait les 300 milliards d'euros, celui de l'assurance-vie est proche de 1 800 milliards d'euros. Il est impensable de laisser des masses de pouvoir de dépense aussi colossales débouler comme ça dans l'économie, à plus forte raison dans une économie dont les niveaux de production de biens finaux seront considérablement (et *délibérément*) abaissés.

En conséquence, si les anciennes épargnes financiarisées, quelles que soient leurs formes, sont restituées sous forme monétaire, on ne fera sans doute pas l'économie d'une formule de contingentement à l'accès dont la définition promet de n'avoir rien d'évident : formule de tirage limité sur une certaine période? — mais c'est une toise brutale qui ignore les besoins particuliers contingents (devoir racheter de l'électroménager ou une voiture...). Vérification de la nécessité de ces achats? Mais par qui, et comment éviter que ces vérifications ne sentent trop le «comité inquisiteur»? Les *corralitos* (c'est ainsi qu'on a appelé en Argentine les mesures de restriction de l'accès des ménages à leurs fonds) ne sont pas très populaires — même si ces restrictions ne s'appliqueraient en rien aux comptes *courants*, et ne concerneraient que les comptes ad hoc (*custodian*) créés à part, précisément, pour accueillir la restitution des épargnes converties en argent... et pour rendre possible une forme ou une autre de régulation de leurs usages pendant une certaine phase de transition.

De la conséquence

Il se pourrait toutefois que ce problème de régulation trouve une partie de sa solution dans les propriétés plus générales du nouvel agencement social d'ensemble. Car on peut aussi imaginer que la restriction de la dépense des épargnes restituées viendra pour partie du côté de l'offre de biens : devenue délibérément limitée, voire non attrayante, en tout cas défaite des ressorts pulsionnels que le capitalisme a si bien su mettre dans la

marchandise, bref propre à calmer la frénésie acheteuse. Finie l'arrivée continuelle sur «le marché» de voitures clinquantes farcies d'options ineptes, finis les téléphones portables à performances aussi mirifiques qu'inutiles, ou les frigos connectés.

"



Lire aussi Christophe Guibert & Bertrand Réau, « Des loisirs à la chaîne », *Le Monde diplomatique*, juillet 2020. "

À ceux qui vont s'évanouir de voir revenir « l'austérité du socialisme », il faut rappeler les termes du deal — qui est un *lot* : d'un côté, en effet, le renoncement aux attractions de la marchandise capitaliste (dès lors que l'essentiel est *garanti*), l'abandon du dernier cri, l'effort de trouver avec quoi d'autre remplir les existences; de l'autre en finir avec la hantise de l'existence matérielle précarisée par l'emploi capitaliste, avec la dépossession de toute capacité politique (dans la vie collective *et* dans la production), avec la servitude pour dette, avec la démolition des services publics, avec l'insolente obscénité des grandes fortunes, avec la soumission entière de l'existence à la tyrannie du chiffre, avec le saccage des lieux où nous vivons, avec les pandémies que la dévastation de la planète nous promet déjà.

On rappellera donc que toute cette série a été mise sous condition d'un « exercice de méthode *et de conséquence* ». Et puis (bientôt) on tordra le cou à « l'austérité » et à la « grisaille » auxquelles nous nous condamnerions en sortant du capitalisme : l'un des arguments-menaces préférés du capitalisme. Aussi mensonger que le reste.

À suivre

Frédéric Lordon

(1) Quand les flux nets ne vont pas carrément dans l'autre sens — des entreprises vers les (mal-nommés) « investisseurs » — notamment du fait des rachats d'actions (*buy-back*).

(2) Ici on va un peu vite en besogne : parler de création monétaire, même d'appoint, dans une économie refaite de cette manière, recalée à des niveaux de production très abaissés (délibérément), expose à de réels risques inflationnistes et pose tout de même de sérieux problèmes de régulation.

Transition dans la transition

 blog.mondediplo.net/transition-dans-la-transition

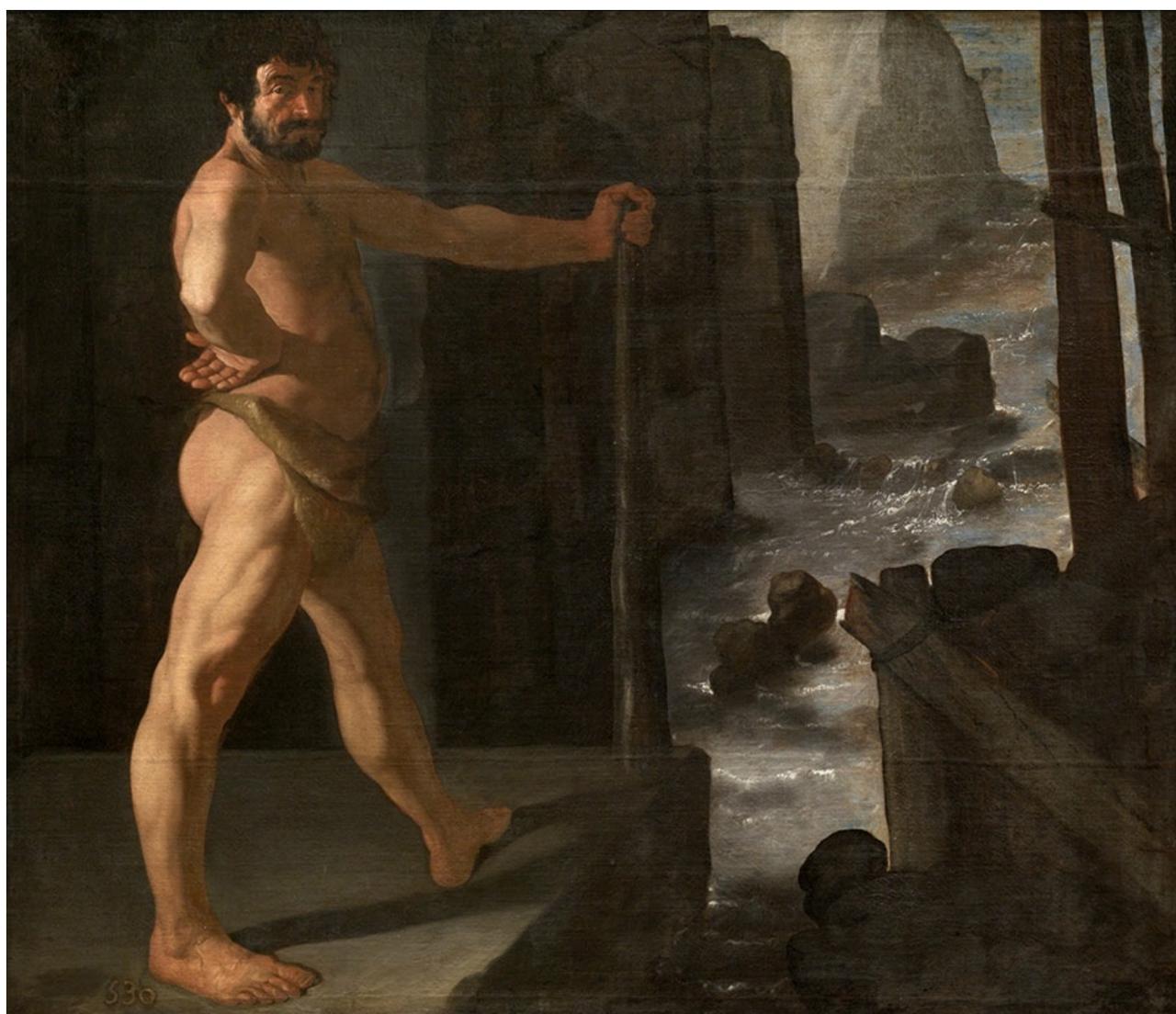
5 août
2020



En kiosques : août 2020

Perspectives (VII)

par Frédéric Lordon, 5 août 2020



Francisco de Zurbarán. — «Hercule détournant les eaux des fleuves Alphée», 1634.

Reprenons – le moment où l'on annonce l'effondrement-Covid du PIB n'est d'ailleurs pas le plus mal choisi pour ce faire. Car, en capitalisme, l'effondrement du PIB, toutes choses égales par ailleurs (et notamment les *backstops* de l'État social, quand il en

pour vivre : voilà le cœur de la garantie économique générale opérée dans les dispositifs du « salaire à vie » de Friot. Il s'agit donc d'en explorer méthodiquement les propriétés, de cerner d'assez près ce qu'il est permis d'en espérer — et prudent de n'en pas. C'est-à-dire finalement d'en *figurer le paysage* : le monde de la garantie économique générale, à quoi ça ressemble ?

Nous savons déjà à quoi ça ne ressemble plus : l'emploi capitaliste, la propriété lucrative des moyens de production, le despotisme patronal et la réduction des producteurs à l'obéissance, la finance en toutes ses formes, la servitude pour dette. Ça fait tout de même un début de liste consistant — et la contrepartie d'autant de conquêtes. Assez souvent, dans l'élan, on veut enchaîner : le marché, l'argent. Or non.

La division du travail, le marché, l'argent

Pourquoi est-ce qu'ici ça résiste ? Le fantasme de « l'abolition de l'argent » repose sur deux idées fausses. La première prend la forme d'un syllogisme : l'argent, c'est la violence ; or il y a de la violence ; par conséquent, en supprimant l'argent, nous serons débarrassés de la violence. Mais « l'argent » n'est pas *par soi* la violence. La violence, en dernière analyse, c'est nous. La violence c'est celle de notre désir acquisitif, et l'argent n'en est que la forme sociale cristallisée et extériorisée. Supprimons l'argent... et la violence continuera de planer (comme l'esprit sur les eaux) en se cherchant de nouvelles formes, de nouveaux investissements — on peut être certain qu'elle s'en trouvera. On dira que le désir acquisitif, en tout cas le désir d'objets, n'a pas toujours été déchaîné au point où le capitalisme, et l'argent, l'ont porté. C'est exact. Au reste, il entre dans le projet communiste même de lui en faire rabattre, non par simple décret, mais d'abord par nécessité (la planète ne tiendra plus le choc très longtemps), ensuite par conséquence (on ne peut pas vouloir sortir du capitalisme et maintenir la consommation capitaliste), enfin par un travail général de la société sur elle-même s'engageant dans un autre imaginaire, c'est-à-dire explorant, et construisant, un autre régime de désir : de nouvelles manières de désirer, portées sur de nouveaux « objets ».

La deuxième erreur est d'un tout autre genre : elle tient à la division du travail — de nouveau. Passé un certain niveau, depuis longtemps derrière nous, la division du travail impose l'échange monétaire pour effectuer ses complémentarités — au moins pour une part. Chaque producteur, ou disons plus généralement chaque apporteur de son activité, contribue au travail global divisé en même temps qu'il va en bénéficier : en acquérant dans sa masse les biens matériels qu'il ne saurait produire lui-même. Tel est le principe de la division du travail. Mais pourquoi, objecte-t-on parfois, cette transaction ne pourrait-elle pas se faire par des voies autres que monétaires et marchandes ? Rien ne l'interdit en effet a priori. *Se rendre des services*, par exemple (je te répare ta fuite, tu me debugues mon ordi), est une voie parfaitement praticable — et la complémentarité s'effectue sous le rapport social de l'amitié : c'est quand même mieux que sous celui de l'échange marchand monétarisé. On peut même envisager de

l'étendre à l'échelle d'une communauté de réciprocité. Et c'est assurément un bien : il ne s'agit plus, à cette échelle, de rapports d'amitié à proprement parler (quoique), mais toujours d'échapper au rapport monétaire-marchand.

Tout ça est très bien. Mais très limité également. Et parfaitement incapable de recouvrir l'intégralité de la division du travail telle que nous continuons à l'envisager. Une entreprise qui fabrique des voitures, par exemple (si on veut vivre en se passant *complètement* de voiture, il va falloir l'annoncer, et ce sera un moment un peu délicat), ou des frigos (idem), bref des biens complexes, composés de choses elles-mêmes complexes, elles-mêmes composées etc., ne couvrira pas ses besoins par les voies de la réciprocité (même multilatéralisée), voire du troc (dont d'ailleurs on ne peut pas dire *stricto sensu* qu'il réalise une forme non-monétaire de l'échange). Comme l'ont remarqué (pour une fois à raison) les économistes depuis longtemps, la monnaie a pour prodigieux avantage de dispenser les agents qui échangent de réaliser «la double coïncidence des besoins», à savoir que moi, A, pour trouver ce dont j'ai besoin, non seulement je dois tomber sur un B qui l'ait mais qui, lui, se trouve au surplus avoir exactement besoin de ce que moi je peux lui céder. Il est bien évident qu'une contrainte si rigoureuse, et si improbablement satisfaite, ne peut soutenir que des échanges de biens/services à très courte portée, très loin de ce que nécessite une division du travail tant soit peu profonde — et la nôtre l'est passablement (infiniment) plus que «tant soit peu».

Par conséquent, si l'on est au clair quant aux reculs effectifs qu'on peut faire connaître à l'état présent de la division du travail, et plutôt quant à ceux au-delà desquels on ne pourra pas aller, l'échange marchand et la monnaie s'en suivent comme des choses avec lesquelles nous aurons encore à faire. Il est à craindre que ceux qui demandent bruyamment «l'abolition de l'argent» n'aient pas la moindre idée de ce que requiert la production de leur chaîne de vélo. Mais une butée n'est pas une impossibilité complète. Infliger des reculs significatifs à la division du travail, c'est-à-dire à l'éventail des biens produits, entre dans l'idée même d'une formation sociale communiste. Il reste que, même réduit, cet éventail n'en continuera pas moins à faire appel à des profondeurs de spécialisation qui requièrent le maintien de transactions monétarisées. Donc du «marché».

Mais que faut-il entendre exactement par «le marché»? C'est que, comme «la finance», «le marché» est, tel quel, un terme très conceptuel, abstrait, susceptible de prendre une multiplicité de formes historiques particulières. Le concept du «marché» n'est nullement épuisé par la forme néolibérale que nous lui connaissons : concurrence déchaînée, pilotage exclusif par la logique de la valeur d'échange, elle-même intensifiée par l'empire des actionnaires, etc. Dans son concept, le marché vient comme le complément d'une division du travail étendue et comme lieu où des propositions privées viennent s'offrir à la validation sociale sous la forme monétaire. Bien sûr des validations sociales peuvent prendre des formes tout autres que monétaire — et se compter, par exemple, en «like» ou en «RT» (pour qui présente sa proposition privée

sur les réseaux sociaux), en nombre de spectateurs, ou de lecteurs, en «notoriété», etc. Mais la forme monétaire est propre au marché comme instance de validation sociale d'un certain type de propositions privées — matérielles.

Propositions privées et planification

Encore faut-il ne pas se tromper sur ce que recouvrira désormais le mot «marché». Et surtout sur ce qu'il ne recouvrira plus. Car il n'est plus question que «le marché» reste ce qu'il est dans le capitalisme, à savoir l'instance de la validation sociale *en tant qu'elle conditionne la survie matérielle des agents*. Le salaire à vie, alias la garantie économique générale, est inconditionnellement fourni à chacun, au nom d'une redéfinition complète, radicale, anticapitaliste, de la valeur, de sorte que plus personne n'a, en vue de sa survie matérielle, à se soumettre à ce que Marx appelait «le saut périlleux de la marchandise». En d'autres termes, nul n'a plus à faire reconnaître (valider) sa production privée sur quelque marché pour trouver les moyens monétaires de sa reproduction matérielle : ces moyens lui sont fournis par le salaire à vie, financé par la cotisation générale. Sur ce qui reste du marché, on apporte donc sa production privée, non plus pour survivre soi-même — puisqu'on en a désormais les moyens *par ailleurs* —, mais pour participer à la production collective. Ce marché n'est plus un tribunal de la survie matérielle des individus : il n'est plus que l'opérateur de la division du travail collective.

Ça n'est donc pas pour rien que, succulente ironie, la planification est intensivement pratiquée comme outil de coordination interne par des entreprises aussi soviétoïdes que WalMart ou Amazon

Que ce marché ne soit plus qu'une sorte de plateforme de mise en rapport des producteurs autonomes, et soit défait pour eux de tout enjeu de survie matérielle, n'implique pas pour autant qu'il garde tout pouvoir sur la division du travail. Stathis Kouvelakis fait remarquer que la possibilité de la proposition privée ne doit pas pour autant valoir licence de faire tout, n'importe quoi, et n'importe comment. Quoi produire — et quoi ne surtout plus produire — c'est la première des questions à se poser, c'est une question politique, et c'est elle qui gouvernera la dynamique des propositions privées. Au reste, l'architecture institutionnelle multiscalaire du système de caisses économiques, qui alloue les subventions (les avances), est par excellence l'outil du guidage de l'investissement, donc des orientations à faire prendre à la division du travail — ceux de ses secteurs à fermer, ceux à promouvoir, les innovations à accueillir, celles à rejeter (si, par exemple, enthousiasmé par la beauté du problème de mathématique et d'algorithmique, un collectif venait soumettre à la caisse économique un projet de type «reconnaissance faciale», on l'enverrait poliment se faire voir). Logiquement c'est l'étage supérieur du système de caisses économiques qui, au niveau national, déciderait des orientations les plus structurantes, les échelons régionaux puis locaux donnant à ces orientations leurs expressions opérationnelles et, pour le reste, effectuant à leurs propres niveaux leurs sélections autonomes des initiatives à soutenir.

"



Lire aussi Hélène Richard, « Les Soviétiques en quête de bons plans », *Le Monde diplomatique*, juillet 2020. "

Comme le fait remarquer Kouvelakis, la planification est en cette matière un outil de première importance. Ici, ce sont les travaux de Cédric Durand et Razmig Keucheyan qui servent de référence. L'échec de la planification soviétique ne condamne pas l'idée en principe, nous montrent-ils. Sans doute la manière dont le Gosplan a été conçu et pratiqué ne manquait-elle pas de tares rédhibitoires. Mais il lui a aussi manqué la capacité brute de collecte et de traitement des données.    l'évidence, sur ce front-là, on sait mieux faire aujourd'hui.   a n'est donc pas pour rien que, succulente ironie, la planification est intensivement pratiqu  e comme outil de coordination interne par des entreprises aussi sovi  to  ides que WalMart ou Amazon. Cependant, l'instrument ne commande pas univoquement ses usages : au lieu d'être employé à optimiser les livraisons en juste-à-temps et la servitude des esclaves d'entrepôts, il pourrait servir à la préparation et à l'exécution des décisions politiques, notamment celles qui tiennent aux orientations à donner à la division du travail, par exemple :   valuer les besoins déterminés par tel choix d'orientation, en organiser la formulation entre les divers étages du système des caisses économiques, etc.

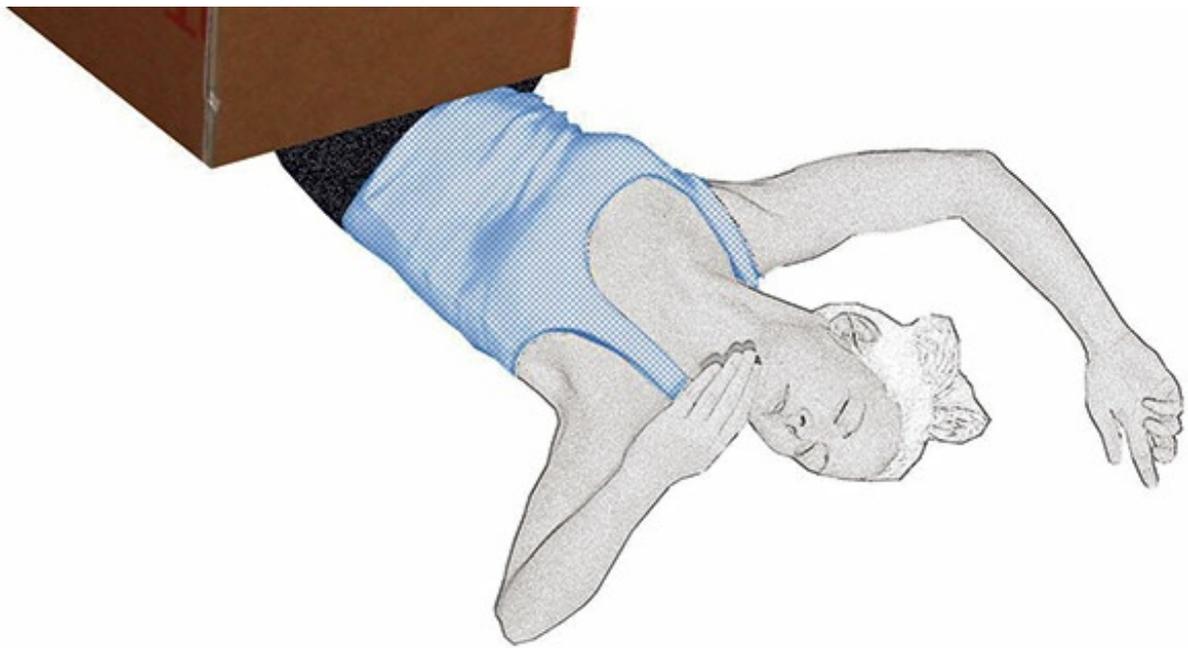
Pourvu que la structure institutionnelle de ce système de caisses soit pleinement fédérale, les niveaux régionaux consistant en une représentation-délégation des niveaux locaux, et de même au fur et à mesure qu'on monte dans les «  tages» jusqu'à l'instance nationale, les grands choix d'orientation seront autant que possible des décisions de l'entièreté du système des caisses, et non d'un sommet technocratique séparé renvoyant vers le bas ses instructions pour pure exécution. Il va sans dire, également, que le domaine d'activités couvert par la planification n'épuisera nullement le champ de la proposition privée, et que des collectifs soumissionneront aux caisses porteurs de projets issus de leur seul désir, hors les cadres prescriptifs de la planification.

Le communisme, donc, n'est pas un monde qui abolit la proposition privée ou, pour le dire comme une demi-provocation, l'«initiative privée». Si des personnes, ou des associations de personnes, ont le désir de proposer leurs travaux à la validation sociale, elles le peuvent — sous réserve évidemment que cette production se fasse sans contredire les orientations politiquement établies par le système des caisses économiques, et conformément aux dispositions du droit telles qu'elles codifient les nouveaux rapports de production (propriété collective d'usage, souveraineté collective des producteurs). Que des gens, dans le cadre de la division du travail, aient envie de faire des choses, c'est en soi une excellente idée. Ce qui était odieux, dans le régime capitaliste de l'initiative privée, c'était d'abord qu'elle faisait n'importe quoi n'importe comment — n'importe quoi, c'est-à-dire, des saletés inutiles dont le seul critère était qu'elles se vendent; n'importe comment, c'est-à-dire dans des quantités invraisemblables (les «marchés mondiaux»), sans le moindre égard pour leur trace écologique, ni du côté des matières premières, ni du côté des déchets, ni du côté de l'étirement dément des chaînes logistiques. Mais aussi, et peut-être surtout, dans les conditions de l'enrôlement salarial, alias *l'emploi*, avec tout ce qu'il autorise de coercition et de violences.

Transition dans la Transition

Cependant l'abolition de la logique de l'emploi, c'est-à-dire de la soumission pour sa propre subsistance aux tenanciers de la propriété lucrative, et la garantie économique générale qu'offre en lieu et place la logique communiste du «salaire à vie», ne vont pas sans poser quelques redoutables problèmes dès lors que nous reconnaissons la nécessité de maintenir des pans significatifs de l'actuelle division du travail. C'est qu'en effet, si le salaire à vie délivre de toute obligation d'aller s'insérer dans la division du travail sous l'impératif reproductif de l'emploi, et là où l'emploi le permettait (le dictait — donc sans aucun égard pour les préférences ou les désirs d'activité des individus), on ne peut pas faire l'hypothèse que toutes les places de la division du travail à pourvoir trouveront preneurs par une sorte d'harmonie spontanée, ajustant automatiquement les segments à occuper et les désirs d'activité des individus. La question se pose notamment de savoir comment pourvoir les places à faire tenir dont personne ne voudra, et qui seront vraisemblablement abandonnées par ceux qui y sont actuellement riviés par la seule coercition de l'emploi, du moment où ils en seront libérés par la garantie économique générale.

"



Lire aussi Lizzie O'Shea, « Les emplois non qualifiés n'existent pas », *Le Monde diplomatique*, mai 2020. "

Ici, il faut le dire, il devra y avoir une transition dans la « Transition ». Voilà pourquoi il fallait insister sur la désorganisation matérielle, l'inflation par effondrement de l'offre, les étals vides et la prolifération du marché noir comme les pires ennemis de la révolution. Au terme d'un travail sur elle-même, la société, face aux enjeux vitaux de la situation, peut se rendre à l'idée qu'elle doit impérativement modifier ses normes matérielles, accepter de les réduire considérablement, mais elle ne peut pas accepter la dislocation complète, ni de descendre en dessous d'un certain niveau de prestations matérielles (voir « Problèmes de la transition »), qui continuent d'appeler une structure complexe de la division du travail. Dont les segments « indispensables » devront être pourvus.

Sans aucun mécanisme garantissant qu'ils le soient par le jeu spontané des désirs d'activité des individus, il faudra envisager une période transitoire (la petite transition dans la grande) qui « gèlera » temporairement les assignations présentes à ces segments « indispensables » de la division du travail. C'est notamment le cas quand ces segments appellent des compétences spécialisées, qu'on ne remplacera pas facilement si leurs occupants prennent le large — comme la garantie économique générale le leur permettrait formellement. Or la collectivité aura besoin qu'ils restent, au moins le temps qu'elle se réorganise et rende à chacun le plein exercice de sa liberté d'activité.

D'ailleurs, plutôt que le *plein* exercice, disons l'exercice *maximal*. Une forme de vie collective, par construction, et quelle que soit son échelle, impose à ses membres des sujétions. Ce sera donc le cas ici aussi. D'abord sur les postes spécialisés de la division du travail, que les détenteurs actuels devront continuer d'occuper un certain temps, fixation résiduelle qui aura au moins pour contrepartie immédiate la garantie

économique générale (le salaire à vie tel qu'il relève absolument de l'aléa matériel et de ses inquiétudes) et la transformation profonde des rapports sociaux de production instaurée par la souveraineté des producteurs.

La transformation des méthodes de production également. Car le maintien à un assez haut niveau de la division social du travail n'est pas incompatible avec un mouvement de dé-division technique du travail dans les unités de production. Et ceci d'autant plus que le crible de la rentabilité financière a été aboli et qu'on peut se permettre d'expérimenter, quitte à y perdre en productivité si l'on y gagne en qualité de la vie au travail. On pense ici par exemple à l'expérience-pilote qu'avait menée Volvo dans son usine de Kalmar dans les années 80, en remodelant profondément les processus de production afin de briser la logique de la chaîne, en confiant à de petites équipes, bénéficiant de postes ergonomiques, le montage de A à Z d'une voiture : autonomie des équipes, polyvalence de leurs membres, fin de l'anomie du travail parcellisé et satisfaction de la «maîtrise complète» du produit. Evidemment l'expérience avait ses limites, à commencer par celle de son environnement capitaliste, qui rendit fatal qu'elle ne parvînt pas à convertir intégralement ses nouvelles méthodes en surplus de productivité — le juge de paix exclusif en capitalisme. Mais, ce juge déposé, tout un espace se rouvre pour explorer des organisations du travail alternatives qui rendent la contribution à la production collective moins pénible que l'enrôlement dans la valeur capitaliste.

Au total, il reste tout de même qu'il y a pour ces assignés de la (petite) transition une sujétion spéciale, imposée à certains, donc, au nom des nécessités de la division du travail, c'est-à-dire des intérêts de tous : il doit alors y avoir une contrepartie spéciale. Là où la collectivité impose des contraintes particulières, la collectivité doit compenser particulièrement. Dans son schéma initial, Friot envisage une hiérarchie du salaire à vie à quatre échelons (indexés sur un niveau de «qualification»). Il semble assez évident que toutes les personnes soumises à l'assignation transitoire devraient en retirer pour contrepartie l'obtention automatique du plus haut niveau de qualification, déterminant le plus haut niveau de salaire.

Mais la division du travail compte d'autres positions qui doivent être tenues nécessairement elles aussi, quoique sans requérir des compétences rendant leurs actuels détenteurs insubstituables. Ces postes non spécialisés qui, par définition, peuvent être tenus par tous (moyennant une formation minimale et courte) *devraient* par conséquent être tenus par tous : selon un tour de rôle. Car, pour le coup, il ne saurait être question de river aux «corvées» ceux à qui elles échoient présentement par le jeu de la relégation sociale. Ces tâches, auxquelles d'ailleurs il faudrait sans doute retirer l'appellation de «corvée», tant elles sont cruciales à la vie commune — l'épisode du confinement l'a assez montré —, reviennent à tous... précisément du fait qu'elles sont cruciales. On ne voit pas pourquoi un universitaire ou un médecin ne serait pas astreint un jour par semaine à ramasser les poubelles, tenir une caisse dans un magasin d'alimentation ou nettoyer les rues. Les antennes locales de la «caisse des salaires» pourraient être typiquement le lieu où se décide l'organisation de ce tour de rôle.

La garantie économique générale, qui affranchit l'individu de la double tyrannie de la valeur d'échange et de l'emploi capitaliste, qui ne fait plus dépendre sa reproduction matérielle de la validation sociale de ses propositions privées (la validation par le marché quand il est un producteur direct, ou la validation par le patron fournisseur d'emploi quand il est un salarié), cette garantie économique générale n'est donc pas pour autant le règne de «la liberté» sans limite. À vrai dire «la liberté sans limite» n'existe pas, à part dans les fictions de la pensée libérale, où la main invisible assure la mise en compatibilité de tous les plans privés autonomes d'offre et de demande, de production et de consommation, etc. — évidemment au prix de masquer la double coercition de fer, celle de la valeur et celle de l'emploi, que cette belle histoire d'harmonie vient recouvrir. Si le discours de la transformation sociale doit se tenir à une vertu, c'est bien celle de dire les contraintes, les nécessités, ou bien les conditions pour faire varier le périmètre des nécessités (par exemple les conditions qui pèsent sur la modification de notre régime de désir si l'on veut faire varier les nécessités de la division du travail), bref une vertu de lucidité minimale, qui débusque l'illusion de l'harmonie sociale spontanée, sous la forme de la «main invisible» *ou sous une autre*, qu'elle ne manquera pas de se trouver tant sont puissants l'attracteur imaginaire de l'irénisme et les forces du déni.

Et ceci, bien sûr, sans oublier que le discours de la transformation sociale n'est pas qu'un discours de contrainte. Du reste, on ne fait pas lever de grandes adhésions avec simplement des représentations de la division du travail... Il faut d'autres choses : des images. Des images d'ouvertures, de possibilités, et de conquêtes. Et même : de luxe!

À suivre

Frédéric Lordon

Pour un communisme luxueux

 blog.mondediplo.net/pour-un-communisme-luxeux

11 août
2020



En kiosques : août 2020
Perspectives (VIII)

par Frédéric Lordon, 11 août 2020



Felix Vallotton. — «Paysage au coucher du soleil», 1919.

La proposition communiste n'aurait pas grande chance de succès si elle n'était qu'un discours de nécessités et de réductions. Il s'agirait quand même de se souvenir de la fin de la politique, qui est de vivre bien. Assurément, la garantie économique générale

(alias le «salaire à vie») — qui triomphe de l'aléa et de l'angoisse matériels —, la souveraineté des producteurs associés — qui abolit les rapports de pure subordination —, le droit au temps — inscrit dans le désarmement de l'impératif productif — sont autant de conquêtes qui feront vivre incomparablement mieux que sous le capitalisme. Et il faudra le dire. Mais peut-être faudra-t-il dire davantage pour défaire l'imaginaire entièrement négatif dont l'idée de sortir du capitalisme, pour ne rien dire du mot «communisme» lui-même, ont été surchargés — en gros : appartements collectifs, alimentation patates et saucisson, voitures grises, moulins à café gris, vêtements gris, murs gris, villes grises.

Le capitalisme, ou l'usurpation de «la vie»

Imaginairement, le capitalisme a fait main basse sur la couleur, la lumière et jusqu'à la vie même. Il faut les lui retirer, lui qui dans la réalité détruit absolument tout : la planète, les lieux d'habitation sauf pour les riches, la santé physique sauf celle des riches, la santé mentale, il est vrai celle des riches y compris, mais différemment. Pour être imaginairement, puis politiquement viable, le communisme doit tout se réapproprier. Il doit même revendiquer le *luxe* — puisque *lux* c'est la lumière. Or c'est bien de cela qu'il s'agit : de lumière dans l'existence.

"



Lire aussi Aurélien Catin, « Pour plus de sécurité sociale dans la culture », *Le Monde diplomatique*, août 2020. "

Dans les multiples, grotesques, et honteuses usurpations dont il se sont rendus coupables, les publicitaires, après le «concept» et la «créativité» (misère des «créatifs»), ont jeté leur dévolu sur «la ville», ses «lumières» et ses «couleurs». La publicité «embellit la ville», voilà le genre de saleté que ces crétins barbus en tongues et à lunettes épaisses n'hésitent pas à soutenir. Ôtez la publicité, et vous retournez à Berlin-Est d'avant la chute du Mur, ou à Tirana.

La vérité est plutôt : mettez à bas les panneaux JC Decaux, rendez la ville aux graphes, aux artistes de rue, et en fait à tout le monde, et vous verrez l'explosion de formes, de couleurs, d'idées, de slogans. Qu'on ouvre des concours pour les gigantesques bâches des immeubles en travaux – pour sûr on y verra autre chose que des montres, des parfums ou des téléphones portables en 20 mètres par 10. Mais on ne sait pas si l'on doit en vouloir aux publicitaires : eux-mêmes morts-vivants, comment pourraient-ils faire la différence entre la vie vivante et la vie morte, perdue dans le faux des images marchandes? On sait en tout cas qu'on les empêchera de nuire : évidemment, la publicité viendra très haut dans la liste des choses à abolir. Fermeture du secteur de la publicité : en voilà un exemple typique de réorientation de la division du travail.

L'erreur publicitaire, concentré pur de l'erreur capitaliste, c'est d'avoir pris le désir de marchandise pour le désir tout court. Puis d'avoir conclu que, sans la marchandise, le désir désertait le monde — et la couleur et la lumière avec. Avec un peu de recul, on n'en revient pas d'une escroquerie de cette magnitude. Tout dans la conjoncture présente, notamment dans les prises de rue, contredit ce mensonge énorme, et dit la poussée du désir — de faire, de peindre, de grapher, d'écrire, de construire, de créer, mais cette fois pour de vrai, c'est-à-dire hors de la valeur d'échange, hors des commandements du capital. On pourrait dire, d'ailleurs, que telle est la prémisse quasi-anthropologique, et bien fondée, de la proposition de Friot : les individus humains désirent l'effectuation de leurs puissances. C'est peut-être un peu bête à dire mais ça n'en est pas moins profond, et vrai : les individus humains veulent *faire des choses*.

"



Lire aussi Philippe Pataud Célérier, « “Enchanter la vulgaire réalité” », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016. "

C'est la configuration particulière des structures sociales, à une époque donnée, qui contraint ce vouloir à se couler dans des formes préétablies, et les puissances humaines à s'exercer de telle manière et pas de telle autre — le plus souvent de la manière qui correspond aux visées du groupe hégémonique, et au service de ses intérêts. Mais qu'on libère les puissances individuelles de ces captures, et elles ne s'en exerceront que davantage. Telle est la justification dernière du salaire à vie de Friot : les gens feront des choses. Et ces choses seront autant de contributions à la vie sociale.

Bien sûr ce «faire des choses», de lui-même, ne compose pas spontanément une division du travail entièrement adéquate à l'ensemble des nécessités de la vie matérielle collective. Aussi une part continuera-t-elle d'être contrainte. Quelle part d'ailleurs? Beaucoup des salariés actuels savent, et aiment, faire des choses qui s'insèrent parfaitement dans la division du travail, à ceci près qu'ils sont contraints de les faire dans des conditions terriblement dégradées par les données du capitalisme : les données concurrentielles et actionnariales. Mais, précisément, le système du salaire à vie affranchit de ces dégradations : restent la pleine fonctionnalité à la division du travail et la possibilité désormais de faire les choses *bien*.

Le luxe capitaliste, ou la beauté prisonnière de l'argent

Quand il n'est pas contraint par des enrôlements violents, le désir de faire des choses est par soi un désir de les faire bien, et même du mieux qu'on peut car, les faisant pour soi, on y met tout de soi. Pour certaines choses, les faire bien, c'est ipso facto les faire belles. Voilà le commencement du luxe.

On aperçoit peut-être déjà ce dont il va s'agir ici avec « luxe », et surtout ce dont il ne s'agira pas. Ni les bidets en or massif des enrichis du néolibéralisme, ni, de toute façon, l'amoncellement des objets, pour des raisons qu'on a assez dites : la pure logique de la quantité, qui est celle de la valeur capitaliste, en plus d'exploiter les hommes dévaste la planète. Il est extrêmement étrange, en fait même absurde, qu'on trouve le mot «communisme» embarqué dans le *Fully Automated Luxury Communism* de Aaron Bastani, sorte de prophétie technologiste à base d'imprimantes 3-D, de photovoltaïque partout, et de conquête spatiale, promettant la résolution des crises climatique, énergétique, et «l'abondance» pour tous — soit à peu de choses près le prospectus de l'imaginaire capitaliste à peine rectifié. Or, non. Le nombre des objets dont nous vivons entourés, leurs taux de renouvellement, baisseront — ils le doivent. L'idée d'un communisme luxueux consiste alors en la réfutation de ce que cette réduction signifierait un *enlaidissement* de notre vie matérielle — car nous en aurons encore une. Et plus précisément : c'est la visée du maximum d'embellissement du minimum d'objets que nous conserverons.

Contrairement à sa version capitaliste qui réserve les choses belles à l'écumage des fortunes, le luxe peut surgir de tout autres conditions que le pouvoir d'achat monétaire : la liberté pour les producteurs de faire les choses selon leur désir, qui sera le plus souvent un désir de les faire bien et belles.

L'esthétique des objets hors de la quantité et de la frénésie : voilà la première différence du luxe communiste et du luxe capitaliste. La manière d'y accéder est la seconde. Contrairement à sa version capitaliste qui réserve les choses belles à l'écumage des fortunes, le luxe peut surgir de tout autres conditions que le pouvoir d'achat monétaire : la liberté pour les producteurs de faire les choses selon leur désir, qui sera le plus souvent un désir de les faire bien et belles. Donc l'affranchissement de toutes les contraintes de la production capitaliste qui les font faire mal.

C'est que ces contraintes expriment une cohérence globale : le capital s'efforce toujours de rémunérer minimalement le travail; il structure donc une demande faiblement solvabilisée; à laquelle on ne peut proposer que de la marchandise à prix suffisamment faible; donc produite dans des conditions de productivité qui les vouent à être mal faites; par des salariés maltraités et peu payés; et la boucle est bouclée. Seule la crème des riches échappe à la boucle de la camelote. La frange où se concentre la richesse trouve alors une offre qui, au doublet «mauvaise qualité/productivité» des marchés de masse, substitue la formule «bonne qualité/prix élevé».

"



Lire aussi Razmig Keucheyan, « De la pacotille aux choses qui durent », *Le Monde diplomatique*, septembre 2019. "

Le système du salaire à vie brise cette fatalité de la camelote. Il la brise par *le découplage de l'activité et de la rémunération*. Quand les gens, protégés par la garantie économique générale, peuvent s'adonner à une activité, produire, *sans que cela ait la moindre incidence sur leur rémunération*, ils le font dans de tout autres conditions : selon leur désir, c'est-à-dire bien. Ici, il faut donc, une fois de plus, inverser l'énoncé capitaliste voulant que, laissés à eux-mêmes, affranchis du «sain aiguillon de la vie à gagner», les gens ne fassent plus rien — le peuple est essentiellement feignant. Or c'est

l'exact contraire : «laissés à eux-mêmes», c'est-à-dire libérés des violences de la mise au travail capitaliste, les gens font, ils n'arrêtent plus de faire, et même : ils font de mieux en mieux : car ils sont des êtres de désir et d'activité.

Quand, par exemple, un agriculteur cesse d'être tenu par la camisole de la grande distribution, avec ses exigences de prix, donc de productivité, donc de chimie, quand il cesse d'être tenu par la dette contractée pour les investissements de mécanisation, imposés eux aussi par la logique des rendements et des prix bas, toutes choses avec lesquelles il peut rompre dès lors qu'il est sous la garantie économique générale, alors il produit pour la satisfaction de produire bien : des produits sains et de bonne qualité — sans doute en moins grandes quantités, mais il y aura bien plus de candidats à l'activité agricole si elle est satisfaisante, défaits de l'esclavage capitaliste et relevés de l'incertitude économique.

Dans le système capitaliste, ce sont les producteurs à l'écart des marchés de masse, mais alors à prix très hauts, qui, par exemple, fournissent la restauration gastronomique. Laquelle est elle-même prise dans la tenaille de la dette pour ses installations, et par la même logique des fournisseurs de *qualité* (meubles, vaisselle, etc.) qui, dans le capitalisme, prend la forme du prix élevé. Et toujours selon l'adage — capitaliste par excellence — «la qualité, ça se paye». Or, il n'en est rien. La qualité n'a pas à «se payer». Le capitalisme nous a mis dans la tête que la qualité se liait nécessairement à la quantité d'argent, faute de quoi nous n'aurions accès qu'à la camelote. C'est un mensonge. La qualité vient avec les conditions faites aux gens pour les laisser produire comme ils l'entendent, c'est-à-dire *sans que leur survie en dépende*. On s'aperçoit aussitôt que la qualité est le corrélat immédiat de cette liberté. Et ceci toujours pour la même raison : parce que les gens font les choses bien, et même au mieux de ce qu'ils peuvent, quand ils les font pour eux-mêmes et pour les proposer à la reconnaissance sociale, *pourvu que celle-ci ne prenne pas la forme du prix monétaire, auquel leur reproduction matérielle serait accrochée*. Alors sont réunies les conditions pour que, hors de la contrepartie de l'argent en quantité, se répandent les productions au meilleur de ce qu'elles peuvent, qu'elles deviennent la règle plutôt que l'exception.

Vocation esthétique du communisme

Si le communisme est une proposition grise, il perdra la bataille imaginaire. Mais il n'a nullement à l'être. C'est même tout le contraire. Il n'y a aucun paradoxe à soutenir qu'il peut être, et qu'il doit être, *luxueux*. C'est-à-dire mettre partout la lumière des choses belles et bien faites parce que tout le monde aura été mis dans les conditions de les faire belles et bien — les conditions de la garantie économique générale. On voit ici à quel point maintenir les plus grandes latitudes d'expression possibles à la proposition privée est d'une importance cruciale. La division du travail a ses nécessités, on les a assez dites, et assez dit aussi qu'on ne saurait faire l'impasse à ce sujet. Mais la division du travail par elle-même ne contredit nullement que les choses nécessaires qui en sortent soient

belles et bonnes. Or elles ne le seront que si la production est, bien sûr, extraite de la tyrannie de la valeur capitaliste, mais n'est pas non plus enrégimentée dans une planification tombée du haut.

Alors les producteurs associés souverains donneront leur meilleur : parce qu'ils feront ce qu'ils aiment faire. Sous cette forme communiste, l'initiative privée nous proposera des bons produits alimentaires, des beaux meubles, des beaux parfums, des beaux vêtements, bref des beaux objets, c'est-à-dire des choses qui font la vie esthétique. Le design ne sera plus la captation par le capitalisme de l'esthétique, comme il l'est aujourd'hui — car, des skylines des métropoles au métallisé des téléphones portables ou aux lignes des voitures, toute son intervention présente est faite pour nous inviter à contempler la puissance matérielle du capitalisme, pour nous mettre dans la tête, le plus souvent de manière inconsciente, ce lien de fer entre «beauté» des objets et système capitaliste des objets, pour nous faire penser : «Souvenez-vous de l'Allemagne de l'Est et de l'URSS, comme c'était moche, et comme chez nous c'est beau, comme c'est racé — eh bien ça, c'est le capitalisme».

Le communisme perdra la bataille imaginaire, et puis la bataille politique, s'il s'enferme dans l'austérité des intellectuels critiques et leur désintérêt ostentatoire, quand ça n'est pas leur mépris, pour les objets, pour la vie sensible, à commencer par la vie domestique. «Pensons surtout à développer nos intellects», «soyons de purs esprits», «les objets nous sont indifférents», «nous sommes bien au-dessus des contingences matérielles», «ces choses n'ont aucune importance». Quelle erreur. Elles en ont une, et considérable. Dans un scolie «diététique» inattendu, quoique parfaitement logique, Spinoza qui, en matière de développement de l'intellect, n'est pas exactement un petit joueur, recommande d'entourer sa vie «par des aliments et des boissons agréables, ainsi que par des parfums, le charme des plantes verdoyantes, la parure, la musique, les jeux qui exercent le corps, le théâtre et d'autres choses de même sorte dont chacun peut user sans dommage pour autrui» (Eth. IV, 45, scolie). L'esthétique doit être mise partout dans la vie, depuis son sens étymologique, comme sollicitation de la sensibilité des individus, jusqu'à ces pratiques les plus hautes où, la sollicitation des sens conduit possiblement aux méditations les plus profondes — comme dans le dialogue de Pierre Gagnaire et de Ryoko Sekiguchi à propos de l'art culinaire, comme on le retrouverait également dans l'art des parfums, mais aussi dans celui, japonais, de la préparation du thé, ou de la composition florale.

Par construction, les achèvements les plus hauts sont aussi les plus rares et, logiquement, le nombre de ceux qui y auront accès sera limité. Le critère capitaliste de la sélection est connu : l'argent — on va sur le site de Pierre Gagnaire et, de l'enchantement de sa parole, on tombe dans la réalité de ses tarifs : dîner à deux dans son restaurant coûte un SMIC... On a compris que ce critère n'aurait plus cours. Et cependant il y en aura nécessairement un autre à la place — puisque «le plus rare à la portée de tous» est une promesse logiquement défectueuse (en tout cas pour cette sorte de biens que les économistes appellent «rivaux»). Une forme ou une autre de tirage au sort? Et après tout, pourquoi pas.

En réalité l'essentiel est ailleurs que dans ces expériences tout à fait exceptionnelles. On a compris que par «luxue», il fallait moins entendre le rarissime réservé à un tout petit nombre, que le beau et bien fait mais généralisé et mis à la portée du grand. De la présence de moins de choses mais plus belles dans la vie quotidienne, comme habitude et comme éducation, jusqu'aux expériences les plus hautes auxquelles éventuellement elle prépare, c'est cela le luxe. Et c'est le désir des producteurs libres qui fait le communisme luxueux.

À suivre.

Frédéric Lordon

Garantie économique générale et production culturelle

 blog.mondediplo.net/garantie-economique-generale-et-production

18 août
2020



En kiosques : [août 2020](#)

Perspectives (IX)

par Frédéric Lordon, 18 août 2020

[Garantie économique générale et production culturelle](#)

 MONDE *diplomatique*

↑



Grant Wood. — «Spring in the Country» (L'été à la campagne), 1941.

Grant Wood était directeur du Public Works Art Project de l'Iowa, une des agences du New Deal qui a salarié 3749 artistes entre décembre 1933 et juin 1934.

Il y a dans le capitalisme contemporain deux manières de dépendre matériellement, donc de connaître l'angoisse de l'incertitude : la dépendance directe au marché et à l'emploi; la dépendance à l'administration subventionnaire de l'État néolibéral. La première concerne les petits entrepreneurs et les salariés, la seconde les mondes de la production culturelle (on pourrait y ajouter tout le milieu associatif). Si cette dernière forme de dépendance transite par l'État, il ne faut pas s'y tromper : par sa médiation interposée, c'est bien la logique économique néolibérale qui continue de produire ses effets. La recette fiscale à laquelle est adossée la subvention est indexée sur l'activité économique privée — donc sur la plus ou moins bonne tenue globale du «marché».

Quant à la dépense elle-même, elle est sous la pression constante du discours hégémonique qui confond tout à dessein («il faut réduire la dette publique» = «il faut réduire la dépense publique»), et de la surveillance par les marchés financiers (les créanciers de la dette publique) qui lui emboîtent le pas.

"



Lire aussi Aurélien Catin, « Pour plus de sécurité sociale dans la culture », *Le Monde diplomatique*, août 2020. "

Sans être directement branchés sur le marché et l'emploi, les bénéficiaires de la subvention d'État n'en connaissent donc pas moins l'incertitude et l'angoisse. La dépense culturelle, ce «supplément d'âme», entendre : fondamentalement «inutile», est constamment menacée, et vient tout en haut de la liste des candidats à la réduction en cas de crise fiscale — tout le monde a compris que celle du Covid s'annonce sanglante. Les producteurs culturels, quoique ne relevant pas immédiatement du système marché-emploi, n'en sont pas moins bien placés pour savoir que la *précarité générale* instituée par le néolibéralisme les concerne au premier chef. Eux aussi, comme les salariés, vont pouvoir se faire un sang d'encre car, fut-ce par la médiation de l'État de subvention, ils sont plongés comme les autres dans la grande instabilité du «marché» et soumis à son aléa de principe. Eux aussi, en ce moment, se tordent les doigts et se ravagent avec la question — la même que celle des salariés — : «qu'est-ce qu'on va devenir?»

C'est cette logique de l'angoisse que la garantie économique générale vise à détruire. Découpler activité et moyens matériels d'existence, puisque c'est là le cœur de la proposition dite du «salaire à vie» de Friot, supprimer toute conséquence matérielle personnelle de la production individuelle, alias de la proposition privée, ne fait pas que soulager des incertitudes de la survie, dont les données sont définitivement stabilisées, mais libère des possibilités d'activité inédites.

Dépendance matérielle et créativité distordue

Constitués de tout petits bataillons, souvent d'un tel nombrilisme sociologique qu'ils en ignorent les gros (ceux du salariat, notamment ouvrier) et croient être les seuls à compter vraiment sur la scène sociale, les mondes de la production culturelle n'en offrent pas moins un accès aux enjeux centraux du salaire à vie, quoique celui-ci n'ait pas d'abord été pensé pour eux. Car, avec ses particularités, leur cas aide à cerner d'encore plus près le lieu du poison capitaliste : qui est dans l'accrochage des moyens de la survie individuelle à la validation sociale des propositions privées, à partir du moment où cette validation sociale prend la forme monétaire — et ceci que l'argent vienne du marché, de l'emploi ou de l'État capitaliste. Le propre du capitalisme, c'est de donner à la validation sociale la forme monétaire et, réciproquement, d'avoir fait de la forme monétaire le mode majoritaire de la validation sociale. Le capitalisme convertit la validation sociale en moyens matériels d'existence, et fait passer les moyens matériels d'existence par la validation sociale. Vous ne survivrez que si votre activité parvient à se convertir en argent, voilà le *nomos* du marché capitaliste. Et voilà le lieu d'origine de la précarité instituée.

| Le poison capitaliste, c'est de confondre l'émulation et la concurrence

Cet accrochage de la survie à la validation monétaire a pour nom : la concurrence. Le poison capitaliste, c'est de confondre l'émulation et la concurrence. L'émulation, jusqu'à la rivalité, est une passion humaine qu'on n'éradiquera pas par décret. Elle a ses bonnes propriétés, elle a ses pollutions. La concurrence, c'est l'émulation *mais branchée sur des enjeux de survie matérielle*. Donc sur des enjeux de survie tout court. Contrairement à ce que répand le discours libéral depuis des décennies, la concurrence, ainsi redéfinie, ne fait pas s'activer les gens «pour le meilleur» : elle les fait s'activer *sauvagement* — comme s'activent les humains lorsque leur survie est en jeu. La violence de l'enjeu pénètre aussitôt le comportement, se convertit aussitôt en violence du comportement. Ramenés *par la concurrence* à des enjeux vitaux, les agents s'activent en effet, luttent même, mais ils luttent comme des sauvages (1). Leur obsession n'est pas de faire les choses bien, elle est de les faire valider — c'est-à-dire convertir en argent.

De là par conséquent que, prêts à tout puisqu'il s'agit de survivre, ils sont notamment prêts à répondre à toutes les injonctions institutionnelles dont leur reproduction matérielle est dépendante *en tant qu'elle est accrochée à la validation sociale*, matérialisée en argent (subventions, droits d'auteur). En «littérature», par exemple, certains producteurs prennent directement, et ouvertement, le parti des marchés de masse, et par là s'assurent de la validation de l'institution éditoriale — dans le circuit des «best-sellers».

"



Lire aussi Pierre Rimbert, « La bourgeoisie intellectuelle, une élite héréditaire », *Le Monde diplomatique*, août 2020. "

D'autres, peut-être pires, cultivent par habitus une distinction très ajustée à la «demande», productions qui se donnent les attributs de la-littérature, prennent des postures «critiques», voire «transgressives», mais sans jamais rien transgresser, ni rien déplacer, donc avec la certitude de se ménager un lectorat significatif, sans doute pas celui des marchés de masse, ostensiblement dédaignés, mais de la bourgeoisie lectrice, qui veut bien se donner le frisson de «la pensée non conforme» *mais jusqu'à un certain point* seulement, parfaitement identifié par les producteurs «ajustés», et ceci d'ailleurs — c'est là toute la puissance du concept bourdieusien d'habitus — sans que cet ajustement soit nécessairement le fruit d'une stratégie délibérée ou d'un calcul explicite. Combinant en apparence des injonctions contradictoires — porter le fer *mais pas trop* —, bref se donnant l'air de, ces positionnements sont par-là eux aussi assurés de conserver la validation de l'institution éditoriale, comme l'atteste d'ailleurs leur franche installation dans le système des prix littéraires, un indicateur très fiable de qui dérange quelque chose et qui ne dérange rien (bien sûr, il y a toujours des ratés, des distinctions qui vont à qui, normalement, n'aurait pas dû les avoir).

Et puis il y a les autres producteurs, écrivains, artistes, qui aspirent à une production affranchie des canons de l'admissible, c'est-à-dire du comestible, par l'ordre social en ses institutions. Mais qui n'en ont pas moins à survivre matériellement, et doivent, souvent la mort dans l'âme, passer des compromis avec les institutions — parce que, comme toujours, à la fin il faut bien croûter. Eux sont les premier menacés par l'étranglement financier qui menace de suivre la crise économique. D'une manière générale, la pénurie déchaîne les luttes concurrentielles pour les ressources rares, et intensifie tous les effets de normalisation puisque, situées du «côté court», les institutions ont la main comme jamais, en tout cas sur leurs obligés.

Décrocher la reproduction matérielle de la validation sociale

La garantie économique générale ne fait alors pas que relever les producteurs culturels, comme tous les autres producteurs, de l'angoisse des lendemains : elle supprime toutes les distorsions qui tiennent aux enjeux vitaux de la reproduction matérielle, c'est-à-dire aux impératifs de la validation sociale dans les institutions privées-marchandes (édition) ou publiques-subventionnaires, et par-là rendent les producteurs culturels à leur nécessité créatrice. Elle a aussi pour effet de faire en partie exploser le personnage social du «créateur»/«auteur»/«artiste», qui n'existe comme tel que par l'onction de telle ou telle institution ad hoc, par l'insertion des individus dans leurs circuits, le succès répété à décrocher de la subvention, la présence identifiée dans les réseaux, etc. Par le découplage radical de l'activité et des moyens de l'existence matérielle qu'opère le «salaire à vie», n'importe qui retrouve, ou plutôt trouve tout court, la possibilité de formuler une proposition privée à caractère de création : formuler une proposition artistique ne requiert plus d'avoir préalablement acquis les attributs sociaux et institutionnels de l'«artiste».

"



Lire aussi Evelyne Pieiller, « Mais à quoi servent donc les artistes? », *Le Monde diplomatique*, août 2020. "

À l'évidence, toute «contrainte» de validation sociale n'en est pas abolie. Sauf à écrire des poèmes pour ses tiroirs, une proposition privée, par son caractère même de «proposition», fait *ipso facto* le choix de s'exposer à l'épreuve de la réception publique. Mais ce qui change radicalement, dans le système de la garantie économique générale, est que le verdict de cette épreuve n'est plus d'aucune conséquence quant à la survie matérielle du proposant. Il y aura donc toujours des échecs de la réception, c'est-à-dire de la validation sociale – mais sans conséquence monétaire –, échecs soit du fait de la médiocrité de la proposition, soit du fait de son étrangeté, de sa nouveauté, et de son trop grand pouvoir de déconcertation, c'est-à-dire de son décalage en avance de la sensibilité contemporaine. Bref il y aura toujours des champs artistiques et leurs verdicts sociaux, mais rien de tout ça ne pourra plus condamner celui ou celle qui

échoue, spécialement dans le second cas, à renoncer *pour des raisons matérielles*. Le fonctionnement social de ces univers que Bourdieu appelait des champs est déjà en soi suffisamment violent – avec tous ses effets d’orthodoxie, de réseaux, de faveurs, de sélectivités, parfois bien placées (en effet Marc Lévy n’est pas de la littérature), souvent mal (tel prix Goncourt n’en est pas davantage) – pour que cette violence ne se convertisse pas aussitôt en sanction matérielle.

Contrairement au mythe – somme toute très capitaliste – de l’artiste maudit, ou plutôt de l’artiste dans la misère, dont la figure a été réenchantée comme «bohème», qui encourage celui qui ne veut pas subordonner sa création à la sanction monétaire du marché des œuvres à accepter la misère, à faire même de sa misère un élément constitutif, et pourquoi pas exaltant, de sa «vie d’artiste» – en gros : merci de nous débarrasser les circuits marchands avec vos trucs dont personne ne veut, mais persévérez bien néanmoins, et soyez assurés de notre considération dans la mouise –, contrairement à ce mythe, donc, il y a beaucoup à douter que la précarité ait la moindre propriété avantageuse sur la créativité. Elle est une chienne (*porca miseria*, disent les Italiens) qui tourmente sans cesse, et détourne l’esprit de ce qu’il aurait de mieux à faire. Comme on sait, les transfigurations libérales ont fait de la précarité un «sain aiguillon», la «petite» stimulation sans laquelle nous nous laisserions tant aller (à l’oisiveté). Or c’est faux : la précarité agresse, dans le pire des cas voue les agressés à devenir des agresseurs à leur tour si leurs intérêts fondamentaux sont en jeu, dans le meilleur ne fait rien faire de bon. La créativité, à l’exact contraire du récit libéral de la «mise en tension», prospère bien davantage du temps libéré et de la tranquillité d’esprit.

Un cas de destruction par «l’aiguillon de la concurrence» : la recherche

Il est un univers de la production culturelle (étendue) où la chose est spécialement visible – et d’autant plus que ses conditions sont en train d’être en ce moment méthodiquement détruites –, c’est la recherche. Le CNRS en France a longtemps été une réalisation, sans doute approximative mais néanmoins exemplaire, du «salaire à vie» et de ses vertus : des individus, certes sélectionnés, mais payés quasiment sans contrepartie, à faire pour ainsi dire ce qu’ils veulent. Mais précisément, ce qu’ils veulent, ici, c’est faire de la recherche! Alors, ils la font, sans compter leur temps, et au mieux de ce qu’ils peuvent, pour cette éternelle simple raison que *c’est leur désir*. Et dans ces conditions, la recherche est excellente.

"



Lire aussi Alain Garrigou, « Ubu règne sur l'université française », *Le Monde diplomatique*, septembre 2017. "

Mais que des gens soient ainsi laissés à très peu de contrainte, pas loin de leur libre-vouloir et, pire encore, hors-marché, c'est insupportable au néolibéralisme. Aussi, là où il n'y avait que peu de contrainte, le néomanagement appliqué à la recherche a-t-il décidé d'en mettre toujours plus, notamment des contraintes de surveillance (*reporting*) et d'évaluation. Mais, bien plus désastreusement, des contraintes de fragilisation générale des positions : par la concurrence. Concurrence pour les ressources nécessaires à la recherche (crédits d'équipement), concurrence pour l'accès aux postes statutaires. La déstabilisation n'est-elle pas une merveilleuse stimulation?

Eh bien non, elle est le pire des corrosifs. Sous son action toxique, les agents commencent à se battre — et les externalités positives d'une activité fondamentalement coopérative sont détruites. Mais surtout, ils cèdent à l'affolement dès lors que leurs conditions matérielles d'existence sont directement menacées, et commencent à chercher, dans la panique, à identifier les stratégies institutionnelles gagnantes. Le mimétisme, c'est-à-dire le conformisme, est malheureusement la seule solution rationnelle à ce problème. Malheureusement, en effet, car la créativité de la recherche n'y survit pas quand chacun ne cherche plus... qu'à se rallier aux courants dominants, rationnellement interprétés comme ceux qui bénéficient de la meilleure validation institutionnelle, donc des meilleures chances de salut matériel. L'innovation scientifique et intellectuelle suppose de faire ce qui ne se fait pas encore; or tout le monde est déterminé par le nouvel agencement institutionnel concurrentiel à faire comme tout le monde; fin de l'histoire. L'ethos de la science périclète à coup sûr, et il périclète même deux fois, d'abord d'être saisi par le conformisme, ensuite d'être saisi par un conformisme *méchant*, comme il est de règle quand tout le monde est porté à *cra*.

Le «risque» comme mensonge idéologique et comme fléau matériel

Décidément, il faut retourner tous les énoncés libéraux : la vraie prise de risque, ou disons la prise de risque pertinente (relativement à ce qu'il s'agit de faire), ici donc la prise de risque *intellectuelle*, suppose d'être relevé de tous les autres risques, en tout cas du risque matériel. Mais, de même que le capitalisme confond tous les désirs, et prend le désir marchand pour le désir tout court, de même confond-il toutes les sortes de risques, et rabat-il toutes les prises de risque sur la seule déstabilisation matérielle — malheureusement rédhitoire à toutes les autres aventures. Si l'on veut jouer gros sur un certain front, le front de la création par exemple, il est préférable d'être un peu tranquille sur les autres.

Bien sûr, et l'histoire l'atteste, on pourra toujours trouver des individus d'exception qui ont triomphé de tous les obstacles cumulés. Mais ces attestations ne font que reconduire le mythe capitaliste du « créateur qui a fait son choix » (celui de la misère) et, plus caractéristique encore, celui de l'individu héroïque. Plus encore, elles laissent dans l'ombre tout ce que les collectivités ont perdu d'avancées de toutes sortes du fait que ceux qui auraient pu les accomplir n'étaient pas complètement à la hauteur de cet héroïsme — mettre la création culturelle ou intellectuelle sous condition d'héroïsme est bien la plus libérale, et la plus débile des idées.

La saine vertu du risque est peut-être le plus mensonger de tous les articles de l'idéologie libérale. On en a l'indice, pour ne pas dire la preuve, à ceci qu'aucun de ceux qui en tiennent le discours n'a jamais connu la précarité. Les zéloteurs du risque se reconnaissent à ce qu'ils n'ont jamais connu de conséquences personnelles à leurs échecs, parfois colossaux (par exemple toute la trajectoire professionnelle d'Alain Minc n'est qu'un gigantesque champ de ruines, il va très bien merci), et à ce qu'ils sont cuirassés de leur fortune personnelle, de leurs réseaux sociaux, et de leur certitude du recasage — ils sont les apologistes du risque *pour les autres*. Chacun peut connaître l'envie de prendre des risques, de s'exposer à des risques — traverser un océan à la voile ou un désert à pied, produire une œuvre dont la vérité sera insupportable à ses contemporains —, mais de son propre chef, et non contre son gré, sous la commande d'un donneur d'ordre. Les vrais noms du « risque » capitaliste, c'est-à-dire du risque-pour-autrui, sont la misère et la précarité. Ce risque-là n'a aucune vertu. Il tourmente, épuise, et n'incite qu'au mauvais — du simple conformisme jusqu'à la violence concurrentielle.

En relever tous est le fond de la proposition communiste, non selon une « simple » exigence morale, mais sous la visée d'une augmentation des puissances individuelles et collectives si l'angoisse de survie est bien plus un frein qu'un moteur à l'accomplissement. Ici la garantie économique générale appliquée aux producteurs culturels trouve naturellement sa place dans l'idée d'un communisme luxueux. Elle libère de la peur et restitue à chacun la possibilité de s'adonner, voire, s'il le souhaite, de proposer : écriture, peinture, sculpture, musique, dessin, photo ou vidéo, tout ce qu'on veut... Il faut affirmer qu'une société qui s'organise pour permettre à ses membres de

produire davantage de *cela* et moins de téléphones racés est une société meilleure. Et qu'ouvrages et œuvres ne sont jamais si réussis qu'accomplis selon un désir libre et tranquille : relevé des inquiétudes de la survie et tourné vers la vie.

Frédéric Lordon